

ALTERNATIVE

libertaire



AL 225 - FÉVRIER 2000

TOTAL-FINA :

Capitalisme
de merde !

MANIFESTE

Réseau de Résistance Alternatif - Collectif

TÉMOIGNAGE

Comment nous avons bloqué l'OMC - Starhawk

BELGIQUE - RÉFORME DE LA JUSTICE

Le Chevalier blanc tombe le masque

Olivier Taymans

FRANCE - RÉPRESSION CONTRE UN LIBERTAIRE

Solidarité avec Jean-Noël Destrehem - OCL

TRIBUNE LIBRE

Le mal au dos du Roi - Thésée

ÉDITION

Les Égorgeurs de Benoist Rey

Lu dans le Monde Diplomatique de janvier 2000

COURRIER

Le Cinéma et le Pouvoir - Richard Olivier

EN ENCART

Le bulletin du Collectif CHÔMEUR, PAS CHIEN !

L'édito : On nous a volé la Sécu !

La permanence hebdomadaire

EN ENCART

La brochure de la collection Graine d'Ananar

consacrée à Benoist Rey

Le groupe Soleil Noir - Espace Libertaire
et la Fédération Anarchiste Francophone
vous invitent

le dimanche 20 février

à 11 heures et à 16 heures

à assister à la projection du

film de Patric Jean

Les enfants du Borinage

111 rue de Monsville Quaregnon

Entrée gratuite

Pour ceux qui sont intéressés
par le bilan de la gestion de la région,
un débat a lieu après la projection.

Infos : *Soleil Noir* 44 rue des Dominicains
à 7000 Mons - 065/67.99.48 (après 18h)
courrier électronique cerise@ping.be



MANIFESTE

Réseau de Résistance Alternative

Si les auteur/e/s de ce Manifeste ne se réclament pas explicitement de l'anarchisme, ils en défendent pourtant les aspirations qu'ils tentent de vivre au quotidien. C'est pourquoi nous ouvrons ce numéro avec ce texte que nous aurions pu signer.
Alternative Libertaire

Quelques mots pour introduire le débat

Le Manifeste du Réseau de Résistance Alternative aborde une question clé de notre temps, de notre situation : l'impuissance politique. En reliant cette question à la tristesse et la globalité, il place la lutte anticapitaliste dans une nouvelle perspective.

L'affirmation créatrice implique de ne pas accepter le jeu de la représentation (le spectacle). Le refus du pouvoir ou la tentative de se déprendre du désir du pouvoir est une avancée importante. C'est un brèche dans la reproduction du pouvoir, y compris au sein de nos regroupements. Le choix de la lutte pour la

vie, le développement de la création, des solidarités touche à la définition même de l'humain.

Le refus de la soumission peut se vivre dans la joie et la puissance puisque nous ne sommes plus tenu-es d'être seulement installé/es dans les places assignées par la biopolitique capitaliste. Nous pouvons être "ailleurs" de temps en temps. La liberté, le désir de politique (c'est à dire nos vies) sont autant de forces où la connexion et l'échange peuvent viser l'égalité et la justice, ici et maintenant. La question *Pourquoi ?* rencontre celle du *Comment ?* Les fins et les moyens sont liées dans une optique libertaire.

Philippe Coutant

1. Résister c'est créer

Contrairement à la position défensive qu'adoptent le plus souvent les mouvements et groupes contestataires ou alternatifs, nous posons que la véritable résistance passe par la création, ici et maintenant, de liens et de formes alternatives par des collectifs, groupes et personnes qui, au travers de pratiques concrètes et d'une militance pour la vie, dépassent le capitalisme et la réaction.

Au niveau international, nous assistons, aujourd'hui, au début d'une contre-offensive à la suite d'une longue période de doutes, de marche arrière et de destruction des forces alternatives. Ce recul a été largement favorisé par la volonté de la logique néolibérale et capitaliste de détruire une bonne partie de ce que cent cinquante ans de luttes révolutionnaires avaient construit. Dès lors, résister, c'est créer les nouvelles formes, les nouvelles hypothèses théoriques et pratiques qui soient à la hauteur du défi actuel.

2. Résister à la tristesse

Nous vivons une époque profondément marquée par la tristesse qui n'est pas seulement la tristesse des larmes mais, et surtout, la tristesse de l'impuissance. Les hommes et les femmes de notre époque vivent dans la certitude que la complexité de la vie est telle que la seule chose que nous puissions faire, si nous ne voulons pas l'augmenter, c'est de nous soumettre à la discipline de l'économisme, de l'intérêt et de l'égoïsme. La tristesse sociale et individuelle nous convainc que nous n'avons plus les moyens de vivre une véritable vie et dès lors, nous nous soumettons à l'ordre et à la discipline de la survie. Le tyran a besoin de la tristesse parce qu'alors, chacun de nous s'isole dans son petit monde, virtuel et inquiétant, tout comme les hommes tristes ont besoin du tyran pour justifier leur tristesse.

Nous pensons que le premier pas contre la tristesse (qui est la forme sous laquelle le capitalisme existe dans nos vies) c'est la création, sous de multiples formes, de liens de solidarité concrets. Rompre l'isolement, créer des solidarités est le début d'un engagement, d'une militance qui ne fonctionne plus *contre* mais *pour* la vie, la joie, à travers la libération de la puissance.

3. La résistance c'est la multiplicité

La lutte contre le capitalisme, qui ne peut se réduire à la lutte contre le néolibéralisme, implique des pratiques dans la multiplicité. Le capitalisme a inventé un monde unique et unidimensionnel, mais ce monde n'existe pas *en soi*. Pour exister, il a besoin de notre soumission et de notre accord. Ce monde unifié qui est un monde devenu marchandise, s'oppose à la multiplicité de la vie, aux infinies dimensions du désir, de l'imagination et de la création. Et il s'oppose, fondamentalement, à la justice.

C'est pourquoi nous pensons que toute lutte contre le capitalisme qui se prétend globale et totalisante reste piégée dans la structure même du

capitalisme qui est, justement, la globalité. La résistance doit partir de et développer les multiplicités, mais en aucun cas selon une direction ou une structure qui globalise, qui centralise les luttes.

Un réseau de résistance qui respecte la multiplicité est un cercle qui possède, paradoxalement, son centre dans toutes les parties. Nous pouvons rapprocher cela de la définition du rhizome de Gilles Deleuze : *Dans un rhizome on entre par n'importe quel côté, chaque point se connecte avec n'importe quel autre, il est composé de directions mobiles, sans dehors ni fin, seulement un milieu, par où il croît et déborde, sans jamais relever d'une unité ou en dériver ; sans sujet ni objet.*

4. Résister c'est ne pas désirer le pouvoir

Cent cinquante années de révolutions et de luttes nous ont enseigné que, contrairement à la vision classique, le lieu du pouvoir, les centres de pouvoir, sont en même temps des lieux de peu de puissance, voire d'impuissance. Le pouvoir s'occupe de la gestion et n'a pas la possibilité de modifier d'en haut la structure sociale si la puissance des liens réels à la base ne le rend pas possible. La puissance est ainsi toujours séparée du pouvoir. C'est pour cela que nous établissons une distinction entre ce qui se passe *en haut*, qui est de l'ordre de la gestion et la politique, au sens noble du terme, qui est ce qui se passe *en bas*.

Dès lors, la résistance alternative sera puissante dans la mesure où elle abandonnera le piège de l'attente, c'est-à-dire le dispositif politique classique qui reporte invariablement à un *demain*, à un plus tard, le moment de la libération. Les *maîtres libérateurs* nous demandent l'obéissance aujourd'hui au nom d'une libération que nous verrons demain, mais demain est toujours demain, autrement dit, demain (le demain de l'attente, le demain de l'ajournement perpétuel, le demain des lendemains qui chantent) n'existe pas. C'est pour cela que ce que nous proposons aux maîtres libérateurs (commissaires politiques,

dirigeants et autres militants tristes) c'est : la libération ici et maintenant et l'obéissance demain.

5. Résister à la sérialisation

Le pouvoir maintient et développe la tristesse en s'appuyant sur l'idéologie de l'insécurité. Le capitalisme ne peut exister sans sérialiser, séparer, diviser. Et la séparation triomphe lorsque, petit à petit, les gens, les peuples, les nations vivent dans l'obsession de l'insécurité. Rien n'est plus facile à discipliner qu'un peuple de brebis toutes convaincues d'être un loup pour les autres. L'insécurité et la violence sont réelles, mais seulement dans la mesure où nous les acceptons, c'est-à-dire où nous acceptons cette illusion idéologique qui nous fait croire que nous sommes, chacun, un individu isolé du reste et des autres. L'homme triste vit comme s'il avait été jeté dans un décor, les autres étant des figurants. La nature, les animaux et le monde seraient des *utilisables* et chacun de nous, le protagoniste central et unique de nos vies. Mais l'individu n'est qu'une fiction, une étiquette. La personne, en revanche, c'est chacun de nous en tant que nous acceptons notre appartenance à ce tout substantiel qu'est le monde.

Il s'agit alors de refuser les étiquettes sociales de profession, de nationalité, d'état-civil, la répartition entre chômeurs, travailleurs, handicapés, etc., derrière lesquelles le pouvoir tente d'uniformiser et d'écraser la multiplicité qu'est chacun de nous. Car nous sommes des multiplicités mêlées et liées à d'autres multiplicités. C'est pour cela que le lien social n'est pas quelque chose à construire mais plutôt quelque chose à assumer. Les individus, les étiquettes vivent et renforcent le monde virtuel en recevant des nouvelles de leurs propres vies à travers l'écran de leur télévision. La résistance alternative implique de faire exister le réel des hommes, des femmes, de la nature. Les individus sont de tristes sédentaires piégés dans leurs étiquettes et leurs rôles ; c'est pour cela que l'alternative implique d'assumer un nomadisme libertaire.

6. Résister sans maîtres

La création d'une vie différente passe, fondamentalement, par la création de modes de vie, de modes de désirer alternatifs. Si nous désirons ce que le maître possède, si nous désirons comme le maître, nous sommes condamnés à répéter les fameuses révolutions mais, cette fois, dans le sens que ce terme a en physique, c'est-à-dire celui d'un tour complet. Il s'agit ainsi d'inventer et de créer concrètement de nouvelles pratiques et images de bonheur. Si nous pensons que nous ne pouvons être heureux qu'à la manière individualiste du maître et que nous demandons une révolution qui nous donne satisfaction, nous serons condamnés éternellement à ne faire que changer de maître. Car on ne peut être réellement anticapitaliste et accepter en même temps les images de bonheur que ce même système génère. Si on désire *être comme le maître* ou *avoir ce que le maître possède* on reste dans la position de l'esclave.

Les chemins de la liberté sont incompatibles avec le désir du maître. Désirer le pouvoir du maître est l'opposé de désirer la liberté. Et la liberté c'est devenir libre, c'est une lutte. De la résistance surgissent précisément d'autres images de bonheur et de liberté, des images alternatives liées à la création et au communisme (dans le sens de liberté et de partage que ce terme recouvre, dans le sens d'une exigence permanente et non pas en tant que modèle de société).

Ce qu'il faut, c'est créer un communisme libertaire, non de la nécessité, mais de la jouissance que donne la solidarité. Il ne s'agit pas de partager à la manière triste, parce que nous sommes obligés, mais de découvrir la jouissance d'une vie plus pleine, plus libre. Dans la société de la séparation, la société capitaliste, les hommes et les femmes ne trouvent pas ce qu'ils désirent, ils doivent se contenter de désirer ce qu'ils trouvent, selon la formule de Guy Debord. La séparation est ainsi séparation les uns des autres, de chacun de nous d'avec le monde, du travailleur d'avec son produit, mais en même temps de chacun de nous, séparé, exilé de lui-même. Telle est la structure de la tristesse.

7. Résistance et politique de la liberté

La politique, dans sa signification profonde, est liée aux pratiques émancipatrices, aux idées et aux images de bonheur qui dérivent d'elles. La politique est la fidélité à une recherche active de la liberté. A l'encontre de cette conception de la politique se situe la *politique* comme gestion de la situation telle qu'elle apparaît. Mais cet élément, que nous appelons gestion, prétend être le tout de la politique et hiérarchise les priorités en limitant, en freinant et en institutionnalisant les énergies vitales qui le dépassent. Pourtant la gestion n'est qu'un moment, une tâche, un aspect.

La gestion est représentation, et la représentation, en tant que telle, n'est qu'une partie du mouvement réel. Celui-ci n'a pas besoin de la représentation pour vivre, tandis que cette dernière tend à délimiter la puissance de la présentation. La politique révolutionnaire est celle qui poursuit à chaque instant la liberté non pas en tant qu'associée essentiellement aux hommes ou aux institutions, mais comme devenir permanent qui refuse de s'attacher, de se fondre, de *s'incarner* ou de s'institutionnaliser. La recherche de la liberté est liée à la constitution du mouvement réel, de la critique pratique, du questionnement permanent et du développement illimité de la vie. Dans ce sens, la politique révolutionnaire n'est pas le contraire de la gestion. Celle-ci, comme partie du tout, est une partie de la politique. En revanche, la gestion en tant qu'elle tend à être le tout de la politique constitue précisément le mécanisme de la virtualisation qui nous plonge dans l'impuissance.

La politique comme telle n'est que l'harmonie de la multiplicité de la vie en lutte permanente contre ses propres limites. La liberté est le déploiement de ses capacités et de sa puissance ; la gestion n'est qu'un moment limité et circonscrit où ce déploiement est représenté.

8. Résistance et contre-culture

Résister c'est créer et développer des contre-pouvoirs et des contre-cultures. La création artistique n'est pas un luxe des hommes, c'est une nécessité vitale de laquelle pourtant la grande majorité se trouve privée. Dans la société de la tristesse, l'art a été séparé de la vie et même, l'art est de plus en plus séparé de l'art lui-même possédé, gangrené qu'il est par les valeurs marchandes. C'est pour cela que les artistes comprennent, peut-être mieux que beaucoup, que résister c'est créer. C'est donc à eux aussi que nous nous adressons pour que la création dépasse la tristesse, c'est-à-dire la séparation, pour que la création puisse se libérer de la logique de l'argent et qu'elle retrouve sa place au cur de la vie.

9. Résister à la séparation

Résister c'est, aussi, dépasser la séparation capitaliste entre théorie et pratique, entre l'ingénieur et l'ouvrier, entre la tête et le corps. Une théorie qui se sépare des pratiques devient une idée stérile. C'est ainsi que, dans nos universités, il existe une myriade d'idées stériles, mais en même temps, les pratiques qui se séparent de la théorie se condamnent à disparaître à l'usure dans une sorte d'auto-résorption. Résister, dès lors, c'est créer les liens entre les hypothèses théoriques et les hypothèses pratiques, que tous ceux qui savent faire quelque chose sachent aussi le transmettre à ceux qui désirent se libérer. Créons ainsi les relations, les liens qui potentialisent des théories et des pratiques de l'émancipation, en tournant le dos aux chants des sirènes qui nous proposent de *nous occuper de nos vies*, à quoi nous répondons que nos vies ne se réduisant pas à des survies, elle s'étendent au-delà des limites de notre peau.

10. Résister à la normalisation

Résister signifie, en même temps, déconstruire le discours faussement démocratique qui prétend s'occuper des secteurs et des personnes exclues. Dans nos sociétés, il n'y a pas d'*exclus* ; nous sommes tous inclus, de manière différente, de manière plus ou moins indigne et horrible, mais inclus tout de même. L'exclusion n'est pas un accident, ce n'est pas un *excès*. Ce qu'on appelle exclusion et insécurité c'est ce que nous devons voir comme l'essence même de cette société amoureuse de la mort. C'est pour cela que lutter contre les étiquettes implique aussi notre désir de nous mettre en contact avec les luttes de ceux que l'on nomme *anormaux* ou *handicapés*.

Nous disons qu'il n'y a pas d'homme ou de femme *anormal-e* ou *handicapé-e*, mais qu'il existe des personnes et des modes d'être différents. Les étiquettes agissent comme des mini-prisons où chacun de nous est défini par un niveau donné d'impuissance. Or, ce qui nous intéresse, c'est la puissance, la liberté. Un handicapé n'existe que dans une société qui accepte la division entre forts et faibles. Refuser ceci, qui n'est autre que la barbarie, c'est refuser le quadrillage, la sélection inhérente au capitalisme. C'est pour cela que l'alternative implique un monde où chacun assume la fragilité propre au phénomène de la vie et où chacun développe ce qu'il peut avec les autres et pour la vie. Que ce soit la lutte pour la culture Sourde qui a su faire exploser la prison de la taxinomie médicale, comme la lutte contre la psychiatrisation de la société, et tant d'autres, loin d'être de petites luttes pour un peu plus d'espace, ce sont de véritables créations qui enrichissent la vie. C'est pour cela que nous invitons aussi à résister avec nous les groupes de lutte contre la normalisation disciplinaire médico-sociale sous tous ses aspects.

La même chose se produit avec les formes de disciplinarisation propres aux systèmes éducatifs. La normalisation opère ici comme une menace permanente d'échec ou de chômage. Il existe en revanche des expériences parallèles, alternatives et diverses par rapport à la scolarisation où les problèmes liés à l'éducation se développent selon une logique différente. Handicapés, chômeurs, retraités, cultures en marge, homosexuels, sont toutes des classifications sociologiques qui opèrent en séparant et en isolant à partir de l'impuissance, de ce qu'on

ne peut pas faire, en rendant unilatéral et pauvre le multiple, ce qui peut être vu comme source de puissance.

11. Résister au repli

Résister, c'est aussi repousser la tentation d'un repli d'identité qui sépare les *nationaux* des *étrangers*. L'immigration, les flux migratoires ne sont pas un *problème* mais une réalité profonde de l'humanité depuis toujours et pour toujours. Il ne s'agit pas d'être philanthropiquement *bon pour les étrangers*, mais de désirer la richesse produite par le métissage. Résister c'est créer des liens entre les *sans*, sans toit, sans travail, sans papiers, sans dignité, sans terre, tous les sans qui n'ont pas la *bonne couleur de peau*, la *bonne pratique sexuelle*, etc. : une union de *sans*, une fraternité des *sans*, non pour être *avec* mais pour construire une société où les *sans* et les *avec* n'existent plus.

12. Résister à l'ignorance

Nos sociétés qui prétendent être des cultures scientifiques sont en réalité, d'un point de vue historique et anthropologique, le type de société qui a produit le plus grand degré d'ignorance que l'épopée humaine ait connu. Si, dans toute culture, les hommes ont possédé des techniques, notre société est la première qui soit proprement possédée par la technique. 90% d'entre nous sommes incapables de savoir ce qui se passe entre le moment où l'on appuie sur le bouton et le moment où l'effet désiré se produit. 90% d'entre nous ignorons la quasi-totalité des mécanismes et ressorts du monde dans lequel nous vivons.

Ainsi, notre culture produit des hommes et des femmes ignorants qui, se sentant exilés de leur milieu, peuvent alors le détruire sans scrupule aucun. La violence de cet exil est tel que, pour la première fois, l'humanité se trouve confrontée à la possibilité réelle et concrète - et peut-être inévitable - de sa destruction. On nous dit qu'étant donnée la complexité de la technique les hommes doivent l'accepter sans la comprendre, mais le désastre écologique montre que ceux qui croient comprendre la technique sont loin de la maîtriser. Il est donc urgent de

créer des groupes, des noyaux, forums de socialisation du savoir pour que les hommes puissent à nouveau prendre pied dans le monde réel.

De nos jours, la technique de la génétique nous place à la lisière d'une possibilité de sélection entre les êtres humains selon des critères de productivité et de bénéfices. L'eugénisme, au nom du bien, inhumanise l'humanité. On nous apprend que nous pouvons à présent procéder au clonage d'un être humain et notre triste humanité désorientée ignore ce qu'est un être humain. Ces questions sont des questions profondément politiques qui ne doivent pas rester entre les mains des techniciens. Autrement dit, la res-publique ne doit pas devenir res-technique.

13. Résistance permanente

Résister, c'est affirmer que, contrairement à ce que l'on a pu croire, la liberté ne sera jamais un point d'arrivée. Paradoxalement, l'espoir nous condamne à la tristesse. La liberté et la justice n'existent qu'ici et maintenant, dans et par les moyens qui les construisent. Il n'y a pas de bon maître ni d'utopie réalisée. L'utopie est le nom politique de l'essence même de la vie, c'est-à-dire le devenir permanent. C'est pourquoi l'objectif de la résistance ne sera jamais le pouvoir.

Le pouvoir et les puissants sont d'ailleurs condamnés à ne pas trop s'éloigner de ce qu'un peuple désire. Dès lors, croire que le pouvoir décide du réel de nos vies relève toujours d'une attitude d'esclave. L'homme triste, comme nous le disions, a besoin du tyran. Il n'est pas suffisant de demander aux hommes qui occupent le pouvoir qu'ils édictent telle ou telle loi séparée des pratiques de la base sociale. Nous ne pouvons pas, par exemple, demander à un gouvernement qu'il édicte des lois donnant aux étrangers les mêmes droits qu'aux autres si au sein de la base sociale nous ne construisons pas la solidarité qui va dans ce sens.

La loi et le pouvoir, s'ils sont démocratiques, doivent refléter l'état de la vie réelle de la société. Par conséquent, notre problème n'est pas que le pouvoir soit corrompu et arbitraire. Notre problème et notre défi

c'est la société que ce pouvoir reflète, autrement dit, notre tâche en tant qu'hommes et femmes libres, c'est qu'existent les liens de solidarité, de liberté et d'amitié qui empêchent réellement que le pouvoir soit réactionnaire. Il n'y a de liberté que dans les pratiques de libération.

14. La résistance est lutte

La composition de liens augmente la puissance, la séparation capitaliste la diminue. La lutte pour la liberté est bien une lutte communiste pour récupérer et augmenter la puissance. En revanche, le capitalisme opère par abstraction, sérialisation, réification en décomposant les liens et en nous plongeant dans l'impuissance. C'est pourquoi la lutte pour la liberté et la démocratie sont des devenirs permanents qui ne trouveront jamais d'incarnation définitive. La lutte va toujours dans le sens de la puissance, de la composition de liens, de l'alimentation du désir de liberté dans chaque situation concrète.

15. Résistance ouvrière

La résistance comme création exige que nous pensions aussi la question du *sujet révolutionnaire*, en rompant définitivement avec la vision marxiste classique posant la classe ouvrière comme *le* sujet révolutionnaire, personnage messianique au sein de l'historicisme moderne.

Cependant, contrairement à ce que prétendent certains sociologues postmodernes de la complexité, la classe ouvrière ne tend pas à disparaître, simplement, la fonction ouvrière se déplace et s'ordonne géographiquement. Ainsi, si dans les pays centraux il y a numériquement moins d'ouvriers, la production s'est déplacée vers les pays dits périphériques où l'exploitation brutale des hommes, des femmes et des enfants assure d'énormes bénéfices aux entreprises capitalistes. Et dans les pays centraux, par le biais de l'évocation de *l'insécurité*, on propose aux classes populaires des alliances nationales pour mieux exploiter le tiers-monde.

La production capitaliste est une production diffuse, inégale et combinée. C'est pour cela que la lutte, la résistance doit être multiple mais aussi solidaire. Il n'y a pas de libération individuelle ou sectorielle. La liberté ne se conjugue qu'en termes universels, ou dit autrement, ma liberté ne s'arrête pas là où commence celle de l'autre, mais ma liberté n'existe que sous la condition de la liberté de l'autre.

Bien qu'il n'existe pas de sujet révolutionnaire *en soi*, prédéterminé, il existe en tous cas des sujets révolutionnaires multiples qui n'ont pas de forme prédéfinie ni d'incarnation définitive. Aujourd'hui, nous voyons fleurir des coordinations, des collectifs et des groupes de travailleurs qui débordent largement dans leurs revendications les luttes sectorielles. Ces luttes doivent, au sein de chaque singularité, de chaque situation concrète dépasser le quadrillage du pouvoir, c'est-à-dire refuser la séparation entre avec emploi et sans emploi, nationaux et étrangers, etc. Non parce que l'employé, le national, homme, blanc doit être *charitable* avec le sans-emploi, l'étranger, la femme, le handicapé, etc., mais parce que toute lutte qui accepte et reproduit ces différences est une lutte qui, aussi violente soit-elle, respecte et renforce le capitalisme.

Mais la fonction ouvrière se déplace aussi dans un autre sens : de l'usine classique comme espace physique privilégié de constitution de valeur à la fabrique sociale dans laquelle le capital assume la tâche de coordonner et de subsumer toutes les activités sociales. La valeur s'estompe dans toute la société, elle circule à travers les formes multiples du travail. L'accumulation capitaliste s'étendant à l'ensemble de la société, elle peut, par conséquent, être sabotée à n'importe quel point du circuit par le biais d'actes d'insubordination.

16. La résistance et la question du travail

Une partie de la construction des hiérarchies et des classifications qui nous sont imposées part de la confusion entre la division technique du travail et la division sociale du travail. Sous la notion de travail nous

entendons en effet deux choses différentes. D'un côté, une activité constitutive de l'homme, anthropologique ou ontologique, l'ensemble des relations sociales qui nous conforment, dans la perspective matérialiste de la société et de l'histoire. Mais d'un autre côté le travail est ce devoir, aliénant, cet esclavage moderne sous lequel le capitalisme nous sépare en classes. C'est celui-là qui nous fait souffrir quand nous en avons et quand nous n'en avons pas. Abolir le travail dans ce dernier sens, c'est réaliser les possibilités de l'idée communiste libertaire du travail dans le premier sens.

Les hiérarchies qui se fondent sur l'unidimensionnalisation de la vie dans la question du travail aliéné, l'emploi, sont celles qui doivent être dissoutes dans l'ouverture à la multiplicité des savoirs et des pratiques de la vie. Le travail, du point de vue ontologique, l'ensemble des activités qui, effectivement, valorisent le monde (techniques, scientifiques, artistiques, politiques) est, en même temps, une source de démocratisation radicale et une mise en question définitive et totale du capitalisme.

17. Résister c'est construire des pratiques

Résister ce n'est pas, dès lors, avoir des opinions. Dans notre monde, contrairement à ce que l'on peut croire, il n'y a pas de *pensée unique*, il y a quantités d'idées différentes. Mais des opinions différentes n'impliquent pas des pratiques réellement alternatives et de ce fait ces opinions ne sont que des opinions sous l'empire de la pensée unique, c'est-à-dire de la pratique unique. Il faut en finir avec ce mécanisme de la tristesse qui fait que nous avons des opinions différentes et une pratique unique. Rompre avec la société du spectacle signifie ne plus être spectateur de sa propre vie, spectateurs du monde.

Attaquer le monde virtuel, ce monde qui a besoin, pour nous discipliner, pour nous sérialiser que nous soyons tous à la même heure devant notre poste de télévision, cela ne revient pas à dire comment le monde, l'économie, l'éducation, doivent être de manière abstraite. Résister

c'est construire des millions de pratiques, de noyaux de résistance qui ne se laissent pas piéger par ce que le monde virtuel appelle *le sérieux*. Être réellement sérieux, ce n'est pas penser la globalité et constater notre impuissance. Être sérieux implique de construire, ici et maintenant, les réseaux et liens de résistance qui libèrent la vie de ce monde de mort. La tristesse est profondément réactionnaire. Elle nous rend impuissants. La libération, finalement, est aussi libération des commissaires politiques, de tous ces tristes et aigres maîtres libérateurs. C'est pour cela que résister passe aussi par la création de réseaux qui nous sortent de cet isolement.

Le pouvoir nous souhaite isolés et tristes, sachons être joyeux et solidaires. C'est en ce sens que nous ne reconnaissons pas l'engagement comme un choix individuel. Nous avons tous un degré déterminé d'engagement. Il n'y a pas de *non militants* ou d'*indépendants*. Nous sommes tous liés. La question est de savoir d'une part, à quel degré, et d'autre part, de quel côté de la lutte on est engagé.

18. Résister c'est créer des liens

Il est indispensable de réfléchir sur nos pratiques, les penser, les rendre visibles, intelligibles, compréhensibles. Pouvoir conceptualiser ce que nous faisons constitue une part de la légitimité de nos constructions et participe de la socialisation des savoirs entre les uns et les autres : être nous-mêmes lecteurs, penseurs et théoriciens de nos pratiques, être capables d'apprécier la valeur de notre travail pour éviter qu'on nous appauvrisse par des lectures normalisatrices.

Ce manifeste n'est pas une invitation à adhérer à un programme et encore moins à une organisation. Nous invitons simplement les personnes, les groupes et les collectifs qui se sentent concernés par ces préoccupations à prendre contact avec nous afin de commencer à briser l'isolement. Nous vous invitons aussi à photocopier et à diffuser ce document par tous les moyens à votre disposition.

Tous ceux qui souhaiteraient faire des commentaires, propositions, etc., seront les bienvenus. Nous nous engageons à les faire circuler au sein du Réseau de Résistance Alternatif. Nous ne souhaitons pas établir un centre ou une direction et nous mettons à la disposition des camarades et amis l'ensemble des contacts du Réseau pour que le dialogue et l'élaboration de projets ne se fasse pas de manière concentrique.

19. Résistance et collectif de collectifs

Beaucoup de nos groupes ou collectifs possèdent des publications ou des revues. Le réseau se propose d'accumuler et de mettre à disposition des autres groupes ces savoirs libertaires qui peuvent aider et potentialiser la lutte des uns et des autres. Des centaines de luttes disparaissent par isolement ou par manque d'appui, des centaines de lutte sont obligées de partir de zéro, et chaque lutte qui échoue n'est pas seulement une *expérience*, chaque échec renforce l'ennemi. D'où la nécessité de nous entraider, de créer des *arrière-gardes solidaires* pour que chaque personne qui, en quelque point du monde, lutte à sa manière, dans sa situation, pour la vie et contre l'oppression, puisse compter sur nous comme nous espérons pouvoir compter sur elle.

Le capitalisme ne tombera pas d'en haut. C'est pour cela que dans la construction des alternatives il n'y a pas de petit ou de grand projet.

Saluts fraternels à tous les frères et surs de la côte.

Salut de pirates : à la différence des corsaires, trafiquants esclavagistes et mercantilistes des mers, les pirates étaient communistes (NDLR : leurs drapeaux étaient noirs et ils étaient plutôt anarchistes, nous en reparlerons dans un prochain AL) et créaient des communes libres sur les côtes où ils s'arrêtaient.

Buenos Aires, automne 1999

El Mate (Argentine), Mères de la place de Mai

(Argentine), Collectif Amautu (Pérou), Groupe Chapare (Bolivie), Collectif Malgré Tout (Paris), Collectif Che (Toulon), Collectif Contre les Expulsions (Liège), Centre Social (Bruxelles).

Site internet www.sinectis.com.ar/u/redresistalt, mail redresistalt@sinectis.com.ar - BP CC145, 1422 suc. 22 (B), Ciudad Autónoma de Buenos Aires, Argentine.

TÉMOIN

Comment nous avons bloqué l'OMC !

Voici un texte que j'ai reçu et traduit.
Je suppose que les anarchistes devraient l'apprécier.
C'est écrit par une sorcière, écologiste, féministe,
pacifiste, forcément anti-capitaliste.
Ni Dieu ni maître... elles ont essayé la Déesse.

Isabelle Stengers

Deux semaines se sont écoulées depuis ce matin où je me suis levée avant l'aube pour rejoindre le blocus qui a empêché la rencontre inaugurale de l'OMC. Depuis que je suis sortie de prison, je lis les compte-rendus de presse et j'essaie de comprendre la différence entre ce que je sais être arrivé et ce que l'on raconte.

Pour une fois, lors d'une manifestation de protestation politique, nous disions la vérité lorsque nous chantions *Le monde entier regarde !* Je

n'ai jamais vu une action politique attirer une telle attention de la part des médias. Et pourtant, l'essentiel de ce qui a été écrit est d'une telle inexactitude que je n'arrive pas à décider si les journalistes devraient être accusés de complot ou, simplement, d'incompétence. Il a été sans cesse question de quelques vitrines brisées, mais à peu près pas du *Direct Action Network* (DAN), le groupe qui a réussi à organiser l'action directe nonviolente qui a fini par rassembler plusieurs milliers de personnes.

La véritable histoire de ce qui a fait de cette action, un succès, n'est pas dite.

La police, lorsqu'elle défend la manière brutale et stupide dont elle a fait face à la situation, prétend qu'elle n'était "pas préparée à la violence". En réalité, ce à quoi ils n'étaient pas préparés, c'était à la nonviolence, ainsi qu'au nombre et à l'engagement des activistes nonviolents - et cela même si le blocus fut organisé lors de réunions ouvertes, publiques et si notre stratégie n'avait rien de secret. Je soupçonne que notre mode d'organisation et de prise de décision était tellement étranger à leur idée de ce que signifie la direction d'un mouvement qu'ils n'ont littéralement pas pu voir ce qui se passait sous leurs nez.

Lorsque ceux qui honorent l'autorité pensent organisation, ils s'imaginent une personne, d'habitude un homme, ou un petit groupe de personnes debout et disant aux autres quoi faire. Le pouvoir est centralisé et exige l'obéissance.

Voici quelques aspects de notre modèle d'organisation.

Entraînement et préparation

Pendant les semaines et les jours qui ont précédé le blocus, des milliers de gens ont reçu un entraînement à la nonviolence - un cours de trois heures qui combinaient l'histoire et la philosophie de la nonviolence avec des pratiques réelles impliquant des jeux de rôle où il s'agit de rester calme dans des situations tendues, d'utiliser des tactiques non violentes, de répondre à la brutalité, et de prendre des décisions

ensemble. Des milliers ont également suivi un entraînement de deuxième niveau portant sur la préparation au séjour en prison, les stratégies et tactiques de solidarité, les aspects judiciaires. Il y a eu également des entraînements à propos des premiers secours, des tactiques de blocus, du théâtre de rue, de la "facilitation" des rencontres et d'autres compétences encore. Alors que des milliers d'autres personnes, qui n'avaient bénéficié d'aucun de ces entraînements, ont pris part au blocus, ces groupes préparés à faire face à la brutalité de la police ont pu fournir un noyau de résistance et de force. Et en prison, j'ai vu beaucoup de situations qui se déroulaient juste comme dans les jeux de rôle. Les activistes ont été capables de protéger les membres de leur groupe qui risquaient d'être isolés ou séparés des autres en utilisant les tactiques proposées pendant l'entraînement. Les tactiques de solidarité que nous avons préparées ont bel et bien fait obstacle au fonctionnement du système.

Accords pris en commun

Il a été demandé à chaque participant à l'action d'accepter les principes de base non violents : s'abstenir de violence physique ou verbale, ne pas avoir d'armes, n'amener ni ne consommer de drogue illicite ou d'alcool, et ne pas détruire les biens privés. Cet accord n'a été demandé que pour l'action du 30 novembre - il ne s'agissait pas d'en faire une philosophie de vie et le groupe reconnaissait qu'il y a des opinions très divergentes à propos de certains de ces principes.

Groupes d'affinité, clusters et Conseils de porte-paroles

Les participants à l'action étaient organisés en petits groupes appelés *groupes d'affinité*. Chaque groupe était habilité (empowered) à prendre ses propres décisions à propos de la manière de participer au blocus. Il y a eu des groupes qui ont fait du théâtre de rue, d'autres se sont préparés à s'enchaîner à des bâtiments, des groupes avec des calicots ou de marionnettes géantes, d'autres préparés simplement à tenir ensemble bras dessus bras dessous et à arrêter de manière nonviolente les délégués. Dans chaque groupe, il y avait, en général, des gens

préparés à aller en prison, d'autres qui seraient leurs personnes de soutien lorsqu'ils seraient en prison, et une personne qualifiée en matière de premiers secours.

Les groupes d'affinité étaient organisés en *clusters*. La zone qui entoure le Convention Center fut divisée en treize sections, les groupes d'affinités et leur *clusters* s'engageant à tenir une section particulière. Il y avait également quelques groupes "volant" - libres de se déplacer là où on avait le plus besoin d'eux. Tout ceci fut coordonné aux rencontres du *Conseil des porte-paroles*, où chaque groupe d'affinité envoya un(e) représentant(e) qui était habilité(e) à parler pour le groupe.

En pratique, ce mode d'organisation signifiait que les groupes pouvaient se déplacer et réagir avec une grande souplesse pendant le blocus. S'il y avait appel à plus de gens à un endroit donné, un groupe d'affinité pouvait évaluer le nombre des personnes tenant le front là où ils étaient et choisir de se déplacer ou non. Lorsqu'ils avaient affaire au gaz lacrymogène, aux jets de poivre, aux balles de caoutchouc et aux chevaux, chaque groupe pouvait évaluer sa propre capacité à résister à la brutalité. En conséquence, les fronts du blocus ont tenu face à une incroyable violence policière. Lorsqu'un groupe de personnes était finalement balayé par le gaz et les bâtons, un autre viendrait prendre sa place. Et pourtant il y avait aussi à faire pour ceux des groupes d'affinité qui réunissaient des gens plus âgés, avec des problèmes de poumons ou de dos : tenir le front dans les zones relativement tranquilles, interagir et dialoguer avec les délégués à qui nous faisons faire demi-tour, et soutenir la marche du travail qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes au milieu de la journée. Aucune direction centralisée n'aurait pu coordonner la scène au milieu du chaos, et aucune n'était nécessaire - notre organisation organique, autonome s'est montrée beaucoup plus puissante et efficace. Aucun personnage d'autorité n'aurait pu contraindre des gens à tenir les fronts du blocus sous les gaz lacrymogènes - mais des gens habilités (empowered), libres de prendre leurs propres décisions, ont choisi de le faire.

Prise de décision par consensus

Les groupes d'affinité, *clusters* et conseils de porte-paroles rassemblés dans le *Direct Action Network* ont pris leurs décisions par consensus - une procédure qui permet à chaque voix d'être entendue et qui met l'accent sur le respect envers les opinions minoritaires. Le consensus faisait partie de l'entraînement à la nonviolenace et à la prison, et nous avons aussi essayé de proposer un entraînement spécial à la "facilitation" des rencontres. Pour nous, consensus ne veut pas dire unanimité. Le seul accord obligatoire était d'agir en suivant les principes de base nonviolents. Au-delà de cela, les organisateurs du *DAN* ont donné un ton valorisant l'autonomie et la liberté plutôt que la conformité, et ils ont mis l'accent sur la coordination sans recours aux pressions demandant la conformité. Par exemple, notre stratégie de solidarité impliquait de rester en prison, où nous pouvions utiliser la force du nombre pour protéger les personnes qui auraient été particularisées pour des inculpations plus graves ou un traitement plus brutal. Mais personne n'a subi de pression pour rester en prison et n'a été culpabilisé s'il choisissait d'être libéré sous caution avant les autres. Nous savions que chacun a ses propres besoins, et sa propre situation de vie, et que ce qui était important était d'avoir participé à l'action au niveau où chacun le pouvait. Si nous avions fait pression pour que tout le monde reste en prison, beaucoup auraient résisté, auraient éprouvé du ressentiment et se seraient sentis manipulés. Comme nous ne l'avons pas fait, comme les gens se sont sentis habilités (*empowered*) et non manipulés, la grande majorité des gens ont décidé pour eux-mêmes de rester, et beaucoup ont été beaucoup plus loin que ce qu'ils avaient pensé faire.

Vision et Esprit

L'action comprenait de l'art, de la danse, des célébrations, des rituels, de la magie. Elle était plus qu'une protestation ; elle était création d'une vision d'abondance véritable, célébration de la vie, de la créativité et de la connexion, elle est restée pleine de joie face à la brutalité et a donné vie aux forces créatives qui peuvent véritablement s'opposer à celles de l'injustice et du contrôle. Beaucoup de personnes ont mis en action la force de leur pratique spirituelle personnelle. J'ai vu des bouddhistes renvoyer des délégués furieux avec gentillesse et

amour. Nous, les sorcières, avons procédé à des rituels avant l'action et en prison, et avons appelé les éléments de la nature pour nous soutenir. J'ai reçu le *Reiki* quand j'étais malade et nous avons célébré *Hanouka* sans les bougies, mais avec les bénédictions et l'histoire de la lutte pour la liberté religieuse. Nous avons eu la force spirituelle de chanter dans nos cellules, de danser une danse spirale dans le cachot de police, de rire des centaines d'humiliations sordides qu'inflige la prison, de nous reconforter les un(e)s les autres, de nous écouter aux moments de tension, d'utiliser notre temps ensemble pour continuer à transmettre, à organiser, à créer la vision de l'éclosion de ce mouvement. Pour moi, ce fut l'une des expériences spirituelles les plus profondes de ma vie.

J'ai écrit ceci pour deux raisons. D'abord je veux dire l'importance du *Direct Action Network*. Ses organisateurs ont accompli un travail brillant et difficile, ils ont appris et appliqué les leçons des vingt dernières années d'**action directe nonviolente**, et ont créé face à une opposition énorme une action puissante, réussie et susceptible de changer la vie, une action qui a transformé le paysage politique global et a radicalisé une nouvelle génération. Ensuite, parce que la véritable histoire de la manière dont cette action a été organisée propose un modèle puissant à partir duquel les activistes peuvent apprendre. Seattle n'est qu'un début. Devant nous est la tâche de construire un mouvement global qui renverse le contrôle de la finance et de l'industrie, et crée une nouvelle économie basée sur l'honnêteté (fairness) et la justice, sur une écologie saine et un environnement salubre, une économie qui protège les droits humains et soit au service de la liberté. Bien des campagnes d'action sont devant nous, et nous avons le droit d'apprendre les vraies leçons de nos réussites.

Starhawk

Traduction Isabelle Stengers

Je vous prie de transmettre ce texte, de le communiquer et de le reproduire en toute liberté. Vous n'avez pas besoin de ma permission, quoique je serais heureuse de savoir où il aboutit. Ce serait gentil d'inclure un lien au *Reclaiming* website où se trouve aussi mon site

personnel www.reclaiming.org/, comme aussi d'ajouter la note suivante : Le *Direct Action Network* a besoin de votre aide pour les frais de défense juridique qui ne cessent d'augmenter. Tout don sera précieux. S'il vous plaît, manifestez votre soutien. Des chèques peuvent être envoyés à l'adresse de Cascadia Art and Revolution et envoyés au DAN, PO Box 95113, Seattle, WA 98145. Merci, et soyez bénis, Starhawk.

RÉFORME DE LA JUSTICE

Le Chevalier blanc jette le masque

Amorce d'une privatisation des tâches de la justice.

Vous aviez apprécié Marc Verwilghen dans l'opposition, *Chevalier blanc* à la tête de la commission Dutroux, cherchant des poux aux institutions policières et judiciaires du pays ? Au moins un peu, avouez-le. Peut-être même avez-vous voté pour lui, oubliant les vieux adages selon lesquels **le pouvoir corrompt** et les élections sont des *pièges à cons*. Quoi qu'il en soit, c'est trop tard, et il y a fort à parier que nombre de ses électeurs regrettent aujourd'hui son accession au ministère de la justice.

Ça avait commencé lors de la campagne électorale, lorsqu'il avait parlé de faire examiner le lien qu'il pourrait y avoir entre délinquance et origine ethnique. Au moins, on ne peut pas dire que Verwilghen bafoue ses promesses électorales : l'étude est commandée. Aujourd'hui, nouveau projet : le *Plan fédéral de sécurité et de politique pénitentiaire*. Certes, il contient une ou deux lignes de force souhaitables, comme la lutte contre la criminalité en col blanc ou la mafia, mais ce n'est pas nouveau : ça fait des années qu'on en parle, et

la KBLux se porte toujours aussi bien que la mafia. Pourtant, il y a du nouveau dans ce plan, et c'est là qu'on peut craindre le pire.

En effet, dans une logique bien libérale d'étranglement des services publics, Verwilghen propose d'examiner quelles sont les synergies possibles avec le secteur privé pour faire exécuter par ce dernier certaines tâches qui tombent aujourd'hui (encore) sous la compétence du ministère de la justice. *Il faut en particulier examiner la possibilité de permettre aux autorités là où c'est nécessaire de faire appel à et de coopérer plus simplement avec les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité, les services internes de gardiennage, les détectives privés et les réseaux d'information de quartier*, annonce le projet 1 du plan. Concrètement, il s'agirait dans un premier temps de faire assurer le transport de prisonniers et l'encaissement des amendes par des sociétés privées, mais cela pourrait aller plus loin si ça se passe bien. Bien sûr, cette perspective ne devrait enchainer aucun démocrate un tant soit peu attaché à sa liberté et à sa vie privée, malgré les "contrôles démocratiques" bien évidemment prévus dans le projet. Quand on connaît les contrôles démocratiques effectués dans ce pays, on se met tout de suite à craindre le pire. Mais ce qui inquiète surtout, c'est qu'en abordant le sujet de la privatisation (même très partielle, même très surveillée), le ministre de la justice déverrouille et entr'ouvre une porte qu'on aimerait voir condamnée à tout jamais. Pour se faire une idée bien claire, ouvrons ensemble cette porte et ayons le courage de regarder où elle mène, sachant que pour l'instant, nous sommes encore plus ou moins à l'abri.

C'est parti...

Bienvenue aux USA

Bienvenue aux États-Unis, pays des pionniers, du mérite, de la libre entreprise et de la liberté tout court. Parlons-en, de ces deux dernières. Ces dernières années, elles n'ont pas fait bon ménage. En un quart de siècle, le nombre de prisonniers a été multiplié par plus de cinq. Aujourd'hui, un Américain sur 150 est en taule, et on prévoit un doublement de ce chiffre pour 2010 : 1 sur 75. Ces chiffres ne

prennent évidemment pas en compte tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, se trouvent sous tutelle pénale sans être emprisonnés (liberté sur parole, conditionnelle, surveillée, etc.) : en 1995, près de 5% des hommes américains de plus de 18 ans se trouvaient ainsi sous tutelle pénale, emprisonnés ou non. Et ça n'a fait qu'augmenter depuis, et c'est parti pour un bout de temps.

Évidemment, tout cela fait énormément de bouches à nourrir et de paperasseries à se coltiner, et ça coûte beaucoup de sous au contribuable américain, qui est très chatouilleux du portefeuille. Rapidement, l'initiative privée a flairé le créneau et s'est engouffrée dedans. Les sociétés qui fournissaient des services logistiques de base au système pénitentiaire ont de plus en plus tiré la couverture à eux en créant des entreprises spécialisées dans tout ce qui touche le monde de la prison : construction de prisons clé sur porte, transport et extradition de prisonniers, mobilier de cellules, gardiennage en tous genres, etc. Tous ces produits et services sont proposés chaque année au "salon" annuel de l'incarcération. Et en effet, c'est moins cher quand c'est pris en charge par le privé.

Le pénitencier est donc devenu une industrie, avec toutes les excroissances mais peut-être ne sont-ce que des caractéristiques naturelles de toute industrie lucrative : puissant lobby *correctionnel*, arrosage massif de politiciens *favorables au secteur* (c'est-à-dire les plus sécuritaires et les plus répressifs), chantage permanent à l'emploi, bénéfices en or pour les actionnaires... Ainsi, la valeur boursière de CCA (*Corrections Corporation of America*, l'un des "grands" du secteur, issu du géant américain de la mal-bouffe *Kentucky Fried Chicken*) est passée de 50 millions de dollars en 1986 à 3,5 milliards de dollars en 1997, et les bénéfices sont en progression constante. Le secteur correctionnel représente également une excellente recette contre le chômage. D'une part, tous les parasites qui se retrouvent à l'ombre quittent automatiquement les statistiques du chômage. Deux millions de chômeurs en moins, ça en jette dans les bilans politiques ! D'autre part, l'industrie de l'incarcération emploie des centaines de milliers de personnes, emplois assurés à long terme. Deux chercheurs américains

ont calculé que si on éliminait ce double effet, le taux de chômage américain était plus élevé que celui de l'Union européenne pour dix-huit des vingt années passées. Le miracle de la reprise économique est donc clairement basé sur des recettes policières et liberticides.

Un mot encore sur la composition de la population carcérale. Il y a proportionnellement 7,5 fois plus de noirs que de blancs dans les prisons américaines. En 1995, près de 7% de la population noire était derrière les verrous, contre un peu moins d'un pour cent des blancs, et c'est bien pire encore si on ne prend en compte que les jeunes. Les jeunes noirs sont-ils donc tellement plus enclins à la délinquance que les autres citoyens ? Que nenni. Les noirs représentent 13% des consommateurs de drogue, ce qui correspond à peu de choses près à la proportion totale de la population noire aux États-Unis. Ils ne se droguent donc pas plus que les autres. Par contre, trois quarts des personnes emprisonnées pour des délits liés à la drogue sont des noirs. À l'évidence, c'est plutôt la couleur de peau que le délit qui fait le prisonnier.

Un certain Marc Cools...

Ouf ! Ça fait du bien de se retrouver chez soi... Surtout, veillons à refermer la porte bien soigneusement, parce derrière, ça pue !

Vous vous dites que tout cela est bien loin de chez nous et que de tels excès ne risquent pas d'être exportés en Europe ? Pas si sûr. Évidemment, les États-Unis ont beaucoup d'avance sur nous, comme on l'entend dire si souvent. Nous n'en sommes pas là, et notre bon vieux continent ne tolérerait jamais des atteintes aussi fondamentalement contraires aux libertés et au modèle de "concertation" sociale qui règne ici depuis la dernière guerre mondiale. Pourtant, l'initiative de Verwilghen met en place des mécanismes qui contiennent en germe tous les excès de la situation d'outre-Atlantique.

Tout d'abord, examinons de plus près la genèse de cette brillante idée de privatisation partielle. L'homme qui l'a élaborée au sein du cabinet de Verwilghen s'appelle Marc Cools. Outre ses fonctions au ministère de la justice, il occupe un poste de chargé de cours à l'université de Gand, où il donne un cours de *Police et justice privées*. Pour couronner le

tout, il dirige la société Shield, qui appartient au groupe Alstom et qui s'occupe de... gardiennage, sécurité et surveillance. Dans un récent rapport, l'*Observatoire Géopolitique des Drogues* note d'importants conflits d'intérêts au sein des conseils d'administration des grandes sociétés pénitentiaires américaines. De nombreux administrateurs occupent en effet des postes d'influence au sein du monde académique et/ou de l'administration. Marc Cools semble couvrir à lui tout seul le spectre complet de cette aberration. Combien de médias l'ont signalé ou ont interrogé le ministre à ce sujet ?

De façon moins anecdotique, c'est le principe qui est exécrable. Il y a des domaines qui relèvent par essence de l'intérêt général, et qui ne devraient en aucun cas être soumis à des considérations d'intérêt privé. Dans d'autres domaines, on a vu les États-Unis prendre les devants dans la destruction du service public, et le reste du monde, Europe en tête, suivre d'un pas prudent mais sûr. C'est le cas de la médecine, de l'enseignement, des télécommunications. Les effets pervers ne manquent pas, mais les chantres de la privatisation avaient dans ces cas-là beau jeu de dire que plus de médecine, d'enseignement, de communication, et tout cela pour moins cher, c'était le paradis sur terre. En ce qui concerne les prisons, on est soudain pris d'un doute. Plus de prisons et de prisonniers, et pour moins cher ? Bof, à tout prendre, non merci. Pourtant, une fois qu'un secteur économique est créé, impossible de faire marche arrière. On n'a jamais vu une institution se saborder pour l'intérêt général, ni *a fortiori* une entreprise ou une industrie. Le but d'une entreprise, c'est la croissance. Le but d'un marchand de prisons, c'est plus de prisonniers. L'économie est puissante, et elle a le chantage à l'emploi avec elle. Faisons-lui confiance pour saisir sa chance si on la lui donne. Et c'est précisément ce que projette Marc Verwilghen.

Dernier parallèle inquiétant : la discrimination raciale. Rien qu'à lire l'énoncé des hypothèses de la fameuse étude commandée par le ministère de la justice, on comprend que c'est bien de cela qu'il s'agit, et on voit ailleurs où cela peut mener.

Chômeurs, immigrés, vous voilà prévenus : si on laisse faire Verwilghen, vous serez un jour logés et nourris au frais de la princesse, et vous créerez de l'emploi. Dire qu'après ça, il se trouvera toujours des mauvais coucheurs pour critiquer le *Chevalier blanc*...

Olivier Taymans

*FRANCE / RÉPRESSION
CONTRE UN MILITANT LIBERTAIRE*

**Solidarité
avec Jean-Noël**

Rappel des faits

Le 14 février 1998 avait lieu à Reims une manifestation contre la venue de Bruno Mégret du Front National. Cette manif, appelée par un Collectif d'une vingtaine d'associations syndicales, antiracistes et politiques rassemble environ 1.500 personnes. À l'issue de cette manif, une soixantaine de personnes restent durant trois heures à proximité de la salle Goulin, où se tenait le meeting du n2 du FN. Ce rassemblement se voulait pacifique et faisait face à environ 250 gendarmes mobiles.

Or, vers 22h30, au moment où les premiers militants du FN quittent la salle, les passagers d'une voiture non identifiée prennent violemment à partie des manifestants isolés ; **Jean-Noël Destrehem** est nommément menacé, une autre manifestante matraquée. Suite à l'arrivée d'autres manifestants, les agresseurs prennent la fuite, tout en tentant à deux reprises, d'écraser les manifestants qui se trouvent face à eux.

6 mars 1998. Jean-Noël est convoqué par la police pour *Affaire vous concernant*. Il passe 24 heures en garde à vue et ceux parmi nous qui l'accompagnent sont virés du commissariat avec menaces de la part du commissaire principal de Reims. Jean-Noël est mis en examen pour *dégradation volontaire de véhicule de police*.

C'est ainsi que nous comprenons que l'altercation du 14 février s'est produite contre des officiers des *Renseignements généraux* et non des membres du FN, comme nous l'avions pensé au départ. Précisons qu'à aucun moment, les agresseurs n'ont signalé leur appartenance à un service de police.

Juin 98. Dans son ordonnance de jugement, le juge Creton par ailleurs juge d'instruction, indique : *Il est à noter qu'à aucun moment, les occupants du véhicule n'ont informé les manifestants de leur qualité de policier [...] Lors d'une caricature de tapissage, l'intéressé ayant les cheveux longs et se trouvant au milieu de quatre personnes (dont deux CRS) ayant les cheveux très courts, il était identifié parfaitement par les deux fonctionnaires de police [...] Sur le fond : Attendu qu'il ressort des pièces de la procédure, et des débats, que seuls les lieutenants Rosso et Messien, qui ont eu un comportement pour le moins incompréhensible [...] en conséquence il existe un doute sérieux quant à l'auteur des faits objet de la procédure qu'en conséquence JND doit être relaxé et les parties civiles déboutées de fait de leurs demandes, fins et conclusions.*

Le juge Creton remarquera également les contradictions dans les dépositions des deux lieutenants et de la stagiaire des RG. Au cours de l'audience de jugement, le substitut du procureur de la République s'en était remis au juge Creton en ne demandant pas de peine ! L'avocat des lieutenants des RG qui plaida en l'absence de ses clients fut consternant dans son silence ! En coulisse, à l'issue du procès, le substitut Auger indiquait que pour ce qui le concernait, il ne ferait point appel pour les deux RG. Il s'étonnait également de leur absence !

C'est le procureur en chef Dintroz qui suivra l'appel formulé par les RG, en l'absence du substitut, mais, dit-on, le parquet est indivisible.

3 mars 99. Les flics mécontents du résultat font appel, près de 80 personnes se rassemblent pour soutenir Jean-Noël. le réquisitoire du procureur sera impitoyable, le juge a déjà un avis sur le dossier puisque sa femme est commissaire de police à Nancy.

31 mars 99. Verdict pour Jean-Noël : 3 mois ferme + 5 mois avec sursis ; 30.000 Ff de frais (amendes, parties civiles, réparations) ; 3 ans de mise à l'épreuve ; 1 an de suspension des droits civiques, civils et familiaux.

Jean-Noël étant prévenu libre (il avait été relaxé en première instance), il n'a pas été emprisonné. Il se pourvoit en cassation.

Décembre 99. Alors que les dossiers présentés devant la Cour de cassation mettent en général au minimum un an avant d'être examinés, Jean-Noël apprend quelques jours avant l'audience que son recours sera examiné en décembre. En une dizaine de minutes, l'affaire est réglée.

Quelques jours après, il apprendra que son recours est rejeté (la Cour juge sur la forme et non sur le fond). Jean-Noël attend maintenant les décisions que vont prendre le procureur de la Cour d'appel de Reims et le juge d'application des peines. Il a décidé de porter l'affaire devant la Cour Européenne.

Cette condamnation très lourde n'est pas la première, ni hélas la dernière, dans ce genre d'affaire opposant la police à des militants. Face à cette condamnation, ce déni de justice, nous vous appelons, toutes et tous, à montrer votre ferme opposition à ce genre de pratique de l'État par les moyens qui sont à votre disposition (presse, fax, média, internet) et à soutenir Jean-Noël (messages de soutien, dons, etc.).

Pour les soutiens financiers, envoyer vos chèques à l'ordre de *La Galère - Le Chat Noir*, mention **Solidarité Jean-Noël** au dos, à l'association *Égrégore*, BP 1213 à 51058 Reims Cedex. Nous en

profitons pour remercier toutes celles et tous ceux qui ont déjà mis la main au porte-monnaie.

Organisation Communiste Libertaire

TRIBUNE LIBRE

Le mal au dos du Roi

Les secrets de la Belgique
sont des secrets de Polichinelle :
sitôt révélés, sitôt éventés.

Il y a trois mois un jeune biographe déclenchait un scandale en faisant allusion à un enfant naturel d'Albert II. Le lendemain, plusieurs journaux publiaient un dossier complet sur Delphine Boël, artiste à Londres. D'autres annonçaient qu'ils ne diraient pas ce qu'ils savaient. Tous savaient évidemment depuis longtemps. Deux mois plus tard, dans son discours de Noël, Albert II évoquait *La crise que notre couple a traversée il y a plus de trente ans, période de crise qui nous a été rappelée il y a peu*. Reconnaissance on ne peut plus claire de Delphine. Ceux qui n'ont pas compris ne comprendront jamais.

Le fait que le prince Laurent ne soit pas le fils d'Albert n'est pas officiellement reconnu. L'intéressé ne s'en défend pourtant pas beaucoup : *Je sais qu'on m'a traité de bâtard. Mais quoi qu'il en soit, le jour où j'ai été conçu, je n'étais pas là ! Donc, je ne peux pas dire et je n'ai jamais dit que je n'étais pas le fils du Roi* [La Dernière Heure, 30/10/98]. Attendons le discours de Noël d'Albert l'année prochaine - s'il y en a un.

Puisque la Belgique peut tout absorber, et qu'on en est à enfoncer des portes entrouvertes, pourquoi ne pas se tourner vers la plus intéressante, celle qui sépare l'affaire Dutroux du Palais royal ? Ceci nous oblige à passer au-delà du chromo - même modernisé - de la famille royale.

Delphine, fruit d'une crise de couple appartenant à la "vie privée" d'Albert et Paola. Telle est la version *soft* de l'histoire. En réalité, la crise de couple dure depuis plus de trente ans, et ses retombées débordent largement la sphère privée. Il est de notoriété publique - même si personne ne le dit publiquement - qu'Albert a toujours apprécié la compagnie des prostituées, aussi bien à Ostende il y a plus de trente ans (où il fit scandale à l'hôtel *La Renommée*), que récemment à Cannes, où une call-girl à qui il avait offert des bijoux de chez Cartier lui vola son carnet de chèques après son retour en hâte à Bruxelles, suite à l'évasion de Dutroux [*Le Soir* 29/5/98 ; *La Libre Belgique* 30/5/98 ; *La Dernière Heure* 6/6/98].

Il faut dire que la consommation de prostituées est une tradition du Palais. Léopold II, neveu de la reine Victoria, était client d'un réseau de prostitution anglais fournissant de très jeunes filles. Plus tard, il rencontra Caroline, prostituée de 16 ans, qu'il épousa sous le nom de Baronne de Vaughan [Baronne de Vaughan, *Presque Reine*, Le Cri, 1998 ; A. Hochschild, *King Leopold's Ghost*, p.221-224.).

Au sujet de Léopold III, le chef de la Sûreté allemande en Belgique pendant la guerre, Canaris, a déclaré lors de ses interrogatoires, qu'il avait rendu service au roi en remplissant *certaines missions de caractère privé* à Knokke et à Berchtersgaden, ces missions n'étant rien d'autre que ce qu'on appelle aujourd'hui un "service d'escorte" - c'est-à-dire la recherche de prostituées [E. Raskin, *Princesse Lilian*, éditions Luc Pire, 1999, p.109 ; *Le Peuple et Le Monde du Travail* 25/4/49].

Ce n'est pas l'aspect privé de ces comportements qui doit retenir l'attention, mais bien leurs conséquences socio-politiques. Le statut du Roi entraîne deux conséquences. Pour conserver son autorité morale, il faut occulter ces comportements, ce qui entraîne le développement d'un

double langage et d'une double face. D'autre part, et ceci est beaucoup plus grave, les institutions démocratiques sont régulièrement dévoyées pour couvrir le comportement royal et pour imposer la loi du silence. C'est ainsi, par exemple, que le secrétaire du roi Léopold III informa, en 1949, le ministre de la justice *du désir que le roi avait de voir empêchée la divulgation des pièces du dossier Canaris relatives à la vie privée du roi et de la famille royale pendant l'occupation* [Archives Générales du Royaume, *Mémoires inédites* de Jacques Pirenne, p.535]. Cinquante ans plus tard et malgré l'abdication de Léopold III - il est toujours impossible de consulter ces pièces, alors que les dossiers de cette période n'ont jamais fait l'objet d'une telle censure [E. Raskin, *Princesse Lilian*, éditions Luc Pire, 1999, p.108].

L'inviolabilité du Souverain, garantie par la Constitution, lui permet d'assouvir ses fantasmes sans limites. Ceci entraîne un risque "d'inflation" dans la débauche et de couverture par les institutions. Quels rapports avec l'affaire Dutroux-Nihoul ? Noyés dans le flot d'informations sur cette affaire, deux petits articles ont indiqué le lien entre les événements actuels et l'ancienne affaire des *Ballets roses*. La gendarmerie aurait découvert que plusieurs des noms figurant dans les vieux agendas de l'épouse du docteur Pinon - par qui le scandale des *Ballets roses* éclata - se retrouvaient également dans les carnets d'adresses de Michel Nihoul. C'est pourquoi la gendarmerie aurait exhumé le dossier des *Ballets roses* [*Dimanche Matin*, 2/2/97]. Un autre article anodin du Soir, indiquait que la société de Nihoul fournissait en produits de la mer différents établissements, *dont le Dolo, mais également un club de golf wavrien* [*Le Soir*, 4/4/97]. Club de golf qui était précisément un des lieux de partouzes des *Ballets roses*.

À nouveau, ce qui compte dans cette affaire, ce ne sont pas les comportements privés, mais le rôle politico-social des personnalités mises en cause. Rappelons qu'il s'agissait de partouzes auxquelles auraient participé des personnes haut placées des milieux politiques, des affaires, militaires et judiciaires, comme VDB, le Prince Albert, le général Beurir, Blaton et Guy Mathot [J. Mottard, R. Haquin, *Les Tueries du Brabant*, éditions Complexe, 1990, p.207 ; PV 15.538-348/81]. Rappelons aussi l'incendie du journal *Pour* en 1981, au moment

où il s'apprêtait à publier un entretien avec une participante aux partouzes citant les personnalités évoquées plus haut. Après l'incendie, Jean-Claude Garot, rédacteur en chef de *Pour*, remit à la police judiciaire un enregistrement de cet entretien qui - après être passé par les mains du commissaire Marnette - se révéla inaudible. Peu après l'incendie, Garot trouva les moyens de s'installer aux États-Unis et d'y créer une nouvelle entreprise. Le docteur Pinon, qui avait révélé que sa femme participait à ces partouzes, eut tous les ennuis du monde (contrôle fiscal, inspection de l'INAMI, menaces de mort, etc.). Sa femme, qui se vantait d'être *la meilleure suceuse du Brabant wallon*, fit carrière, comme secrétaire de Jean Gol, puis de De Donnea. Quant au dossier, il mourut d'inanition dans les archives du Palais de justice.

Ce qui était choquant dans ce dossier, ce n'était pas les partouzes entre adultes consentants - même princiers - mais des témoignages selon lesquels des mineurs y auraient participé et auraient perdu la vie dans des circonstances obscures. Comme le dit très bien Claude Semal : *On peut combattre le crime sans être coincé du cul* [Claude Semal, *La triple alliance du crime, du secret et du silence*, Alternative Libertaire 224, janvier 2000)]. Cependant, l'absence de zèle des enquêteurs n'a jamais permis d'élucider ces faits. Le plus étonnant, à vrai dire, n'est peut-être pas le contenu du dossier des *Ballets roses*, mais le fait qu'il ait existé un dossier judiciaire. Car quiconque remue les secrets de Polichinelle du royaume des trente dernières années, découvre de nombreuses affaires du même ordre, qui n'ont jamais eu de conséquence judiciaire. Comme cette soirée qui aurait eu lieu vers 1980, en présence d'Albert, où le très jeune amant d'une certaine *Bébelle* perdit la vie, au cours de ce qu'il croyait être un jeu érotique. *Suicide*, ou *pendaison érotique*, susurrerait-on le lendemain au Sablon.

Cette mouvance perverse du début des années 1980 est précisément le milieu où trônait Nihoul, qui se fait surnommer depuis peu le *Prince de la nuit*. Dans son "autobiographie", Nihoul parle des boîtes de partouzes *peuplées non seulement par des hommes et des femmes d'affaires, mais également par des politiciens, des avocats, ou des magistrats voire même les épouses de ceux-ci, ainsi que par certaines personnes des deux sexes faisant partie de la noblesse* [M. Nihoul, *Rumeurs et vérités*,

Dark and Light publication, 1998, p.46]. De nombreuses sources confirment que ce Prince a dû croiser l'autre à de nombreuses occasions. Tel serait le scandale qu'il faut à tout prix étouffer. Patrick Moriau fut le premier à mettre les pieds dans le plat - sans trop savoir - en évoquant des *méga-protections* de Nihoul dans *l'entourage du palais royal* [P. Moriau, *Journal d'un commissaire*, éditions Luc Pire, p.311]. L'opprobre générale dont il fut accablé, et la surveillance de la Sûreté de l'État lui firent comprendre qu'il avait touché juste.

Dans un ouvrage récent [J. Noterman, *La république du Roi*, 1999, p.215], on lit que *les témoins X, en tout cas X1* auraient reconnu Albert parmi leurs tortionnaires. C'est inexact en ce qui concerne le témoignage de X1. Par contre, elle dénonce quelques grands amis d'Albert, anoblis récemment ou membres du Conseil de la Couronne et invités aux noces de Philippe et Mathilde. Quant au témoignage de X3, il implique effectivement le Palais et constitue sans doute la cause majeure d'étouffement des enquêtes de Neufchâteau [voir : Jacques Bertin, *Qui est l'inconnu de l'affaire Dutroux ?*, Politis 577 du 2/12/99 et A. Bulté, D. De Coninck, MJ Van Heeswyck, *Les dossiers X, Ce que la Belgique ne devait pas savoir sur l'affaire Dutroux*, EPO, 1999]. Telle est la raison d'État qui explique à la fois le dessaisissement de Connerotte, la petite phrase du procureur Bourlet (*J'irai jusqu'au bout si on me laisse faire*), sa mise sous surveillance, les anomalies de l'enquête sur Julie et Melissa, les disparitions de témoins, la mise à l'écart de l'équipe de De Baets, la libération de Nihoul et ses fanfaronnades. Le fait que le procureur général près la Cour de cassation, Jean-Marie Piret, soit l'ancien chef de cabinet du Roi peut avoir un rapport avec l'accélération de l'étouffement de l'affaire Dutroux.

En même temps que l'enquête sur les enlèvements d'enfants est freinée, on perçoit des signes annonciateurs d'un départ prématuré du Roi. Fiançailles et mariage express de Philippe et Mathilde (sortie de nulle part). Maux de dos spectaculaires d'Albert II (maux de dos *nerveux* avoue-t-il à ses intimes). Le couple royal vient aussi de s'acheter une confortable propriété dans le Midi.

Tout donne à penser que le Roi s'apprête à s'en aller, ni vu ni connu. Faut-il le laisser faire ? En vertu de la Constitution, le Roi est irresponsable : il est à l'abri de toute action en justice ; il jouit d'une immunité complète ; il échappe à toute poursuite répressive et à toute condamnation pour crime, délit ou contravention. Mais ce principe d'irresponsabilité et d'inviolabilité de la personne royale a pour corollaire la responsabilité ministérielle. Si le Roi a commis une faute jugée assez grave pour qu'aucun ministre n'accepte de la couvrir, la seule sanction, serait l'abdication [J. Noterman, *La république du Roi*, p. 222].

Par conséquent, s'il apparaissait que l'inconduite d'Albert a servi de protection à Nihoul, VDB, Mathot et quelques autres, il faudrait que le gouvernement cesse de couvrir ces actes (comme le tout puissant CVP-PSC l'a fait pendant des décennies). Il faudrait aussi qu'une commission d'enquête parlementaire fasse la lumière sur ces protections et que le Roi abdique éventuellement, sans laisser derrière lui ceux qui ont organisé ce système protectionnel. Le pays ne s'écroulera pas pour autant. L'équilibre de l'État belge et de sa population requiert, au contraire, que l'on aille jusqu'au bout des enquêtes sur les enlèvements et les meurtres d'enfants. L'insolence d'un jeune homme de 18 ans nous a, heureusement, montré que nous n'étions pas condamnés à vivre sous la loi du silence.

Thésée

LE MONDE DIPLOMATIQUE
JANVIER 2000 - PAGE 29

LES ÉGORGEURS,
de Benoist Rey

Mémoires censurées d'Algérie

Nous étions des bêtes commandées par des salauds. Ce que Benoist Rey a vu en Algérie (1) quand il a été appelé sous les drapeaux en septembre 1958, il ne l'oubliera jamais. Volontaire d'office, il est affecté dans une unité d'élite, les commandos de chasse, où il va participer aux opérations menées dans le Constantinois. Il a tout juste vingt et un ans. Pendant une année d'orgie criminelle, il sera le témoin impuissant de cette guerre qui, si elle a un nom, est barbarie, et un visage, celui de la terreur. Vous pouvez violer mais faites ça discrètement, recommandait à sa section l'un des tortionnaires, l'aspirant P., avant d'entrer dans les villages. Et le même P. d'ajouter : C'est ça, la pacification. De toute façon, les Arabes ne sont bons qu'à être descendus. Le premier soir, en regagnant sa base, Benoist Rey devait apprendre qu'une jeune musulmane de quinze ans avait été violée par sept soldats, une autre de treize ans par trois hommes...

En devoir de mémoire, et pour tenter d'échapper à ce cauchemar, le jeune appelé écrit, au jour le jour, le quotidien d'une armée qui massacre et torture de façon systématique, brûle et égorge en riant,, anéantit tout ce qui passe à portée de son délire et de sa logique. Il regagne Paris *physiquement vidé, avec une blessure inguérissable au cur.* Ce sentiment de culpabilité collective explique sans doute le silence des appelés à leur retour en France.

Paru une première fois en 1961, aux Editions de Minuit, son récit, *Les Égorgeurs*, est immédiatement interdit par le pouvoir et saisi chez l'imprimeur. Pourquoi cette censure, alors qu'Henri Alleg avait publié *La Torture* quatre ans plus tôt et que d'autres documents semblables avaient pu paraître ? Ni Benoist Rey ni les Editions de Minuit ne le sauront jamais. Quoi qu'il en soit, ce journal de bord est réédité, inchangé, aux *Éditions du Monde Libertaire - Los Solidarios* et mérite d'être lu.

Au douloureux travail de mémoire, la France, on le sait, a préféré l'amnésie officielle édictée, en quelque sorte, par une série de lois d'amnistie en rafale (2). Trente-huit ans plus tard, les bourreaux qui ont officié en Algérie restent impunis. On connaît leurs noms, mais ils n'ont jamais eu à rendre de comptes à qui que ce soit. Ils ont même été fêtés, honorés, et invités à défiler les 14 Juillet. *Quel nom aura notre honte ? Quel remords sera le nôtre ?*, s'interrogeait alors douloureusement le jeune Benoist Rey. *Et personne ne dit rien, chacun se repose sur l'autre. Personne ne prend de responsabilités. Nous perdons tout sentiment de dignité, d'humanité.* Qui pourra jamais mesurer les conséquences d'une telle barbarie sur le peuple algérien ?

FLORENCE BEAUGÉ

(1) Benoist Rey, *Les Égorgeurs - Guerre d'Algérie, chronique d'un appelé*, 1959-1960, Éditions du Monde libertaire - Los Solidarios, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 1999, 120 pages, 60 francs.

(2) En 1991, Bertrand Tavernier et Patrick Rotman, avec *La Guerre sans nom*, ont cependant rappelé que ces blessures étaient toujours ouvertes.

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Pouvoir et Cinéma

Entre censure et autocensure

Ce texte a été lu en ouverture de la journée débat organisée par le *Centre Delvaux* et qui s'est déroulée à La Vènerie de Boistfort le 16 janvier dernier. Le thème du débat était **Le Cinéma et le Pouvoir en**

question. À cette occasion trois cinéastes belges dont le cinéma est impliqué dans le réel ont présenté chacun un film : *Marchienne de vie* de Richard Olivier, *Les enfants du Borinage* de Patrick Jean et *Pure fiction* de Marian Handwercker.

Dans un pays où sévit la dictature, on a au moins l'avantage de savoir à qui on a affaire et qu'il n'y a pas lieu de claironner la moindre vérité susceptible de nuire au régime en place. Ce serait là chose mal venue, mal vue, plutôt déplacée et très nocive pour la santé de celui ou de celle qui s'y risquerait.

Avec un dictateur pur et dur on sait au moins à quoi s'attendre ; hormis le bulletin météo - et encore - et les louanges à la gloire du dominant et de sa clique de servants, il n'y a pas place pour le verbe ou pour des images qui ne serviraient pas les intérêts du régime totalitaire en place.

Chez ces gens-là Monsieur, c'est clair la censure tient lieu de culture et la prison et la torture ne sont pas faites pour les mouches.

Tandis qu'en Belgique, dans ce beau pays démocratique, - vous remarquerez que je n'ai pas dit "beau **petit** pays démocratique" car j'en ai soupé de cet adjectif réducteur, je le laisse par exemple aux Français qui se croient beaucoup plus grands que nous alors que la France n'est jamais que dix-sept fois plus petite, elle, que l'Australie - mais j'enchaîne... Dans ce beau pays démocratique qu'est la Belgique, on croit avoir le droit de s'exprimer, d'écrire, de filmer, d'imprimer, de publier, d'enseigner toutes les opinions, toutes les convictions, toutes les religions, c'est dans la Constitution.

Nos prédécesseurs, nos aïeux, nos grands-pères ne se sont pas battus pour des prunes et gare à celui qui toucherait à ces libertés chèrement acquises au fil du temps. Non, ce n'est pas en Belgique que l'on va arrêter, embastiller, fusiller pour fait d'opinion (mais n'oublions pas Lahaut, assassiné, le malheureux, quarante-huit heures après qu'il ait crié *Vive la République* lors de la prestation de serment du Roi Baudouin).

Dans ce pays d'entarteurs pathétiques, dans ce pays de fous du roi et de vaches folles, certains esprits naïfs ou sommeillants, des gens de peu d'attention pourraient penser qu'un débat sur la censure et son cancer l'**auto-censure** n'aurait pas de raison d'être ? Alors que plus que jamais l'indifférence, le quant à soi, la réserve, le cynisme, le consensuel, le silence radio sont en train de gagner chaque jour un peu plus de terrain. Et de cela les médias sont grandement responsables.

Normal, ils sont en permanence en quête de capitaux, d'espaces publicitaires, préoccupés et obsédés surtout par les parts de marché et les taux d'écoute. Nous, les taux d'écoute et les parts de marché ne nous font pas peur. Que du contraire, car le public ne demande qu'à être concerné par ce qu'on lui montre et c'est justement cela dont ont peur les décideurs. Peur de ce l'on pourrait être amené à vous montrer, de ce dont on pourrait vous parler, de ce que les images pourraient dénoncer.

Le cinéma du réel leur fait peur.

À la limite, on les comprend car on peut affirmer que la réalité ne dépasse pas la fiction mais qu'elle la pulvérise.

Si, en parcourant les rues, on devenait soudainement capable d'appréhender la réalité des corps, de scanner les maux d'amour, les maladies de l'âme, si on pouvait se mettre à lire à l'intérieur des têtes et des curs comme dans un livre ouvert, si on connaissait le contenu des poches et des sacs à main, si on pouvait desceller les pièces vestimentaires des sous-vêtements des passants, si on pouvait visualiser derrière les façades des maisons les drames présents ou passés, si on pouvait y compter les serpents qui s'y lovent, les péchés qui s'y perpétuent, je crois bien alors que l'on ne se risquerait à sortir de chez soi que bardé de kalachnikoff et des grenades plein les poches tant la vraie vie peut-être tout simplement terrifiante et aux antipodes de toute fiction romanesque dont on nous abreuve.

Alors, nous on s'est dit un jour qu'on pourrait organiser un débat-rencontre sur ce sujet. On sait bien qu'on ne va pas changer le monde, qu'à la fin de cette journée on n'aura pas gagné la bataille, qu'on aura

tout au plus tiré quelques coups de feu... à blanc. On aurait pu être plus de trois cinéastes, on aurait pu choisir d'autres films que ceux qui vous sont proposés aujourd'hui mais il nous a fallu faire un choix... question de temps.

Dans l'ordre des projections vous verrez donc *Marchienne de vie* de Richard Olivier, *Les Enfants du Borinage - Lettre à Henri Storck* de Patrick Jean et *Pure fiction* de Marian Handwercker.

Certains parmi vous auront peut-être déjà vu ou revu l'un ou l'autre de ces films à l'occasion d'une diffusion à la télévision ou d'une projection en salle. Donc, vous pourriez me rétorquer que puisqu'ils ont été projetés, diffusés, la censure n'existe pas, que notre choix est inadéquat et qu'il n'y a pas lieu, en ce qui nous concerne de parler d'interdit.

Les choses ne sont pas si simples et la censure est autrement plus pernicieuse, plus hypocrite, plus perverse. Tout n'est pas simple, tout n'est pas blanc ou noir, tout n'est pas carré.

Un cinéaste c'est quelqu'un qui est obligé souvent de jouer au chat et à la souris avec le Pouvoir et le Pouvoir lui-même, heureusement, n'est pas un bloc homogène constitué d'un seul et même décideur. Donc, on s'arrange pour tenter de séduire, d'amadouer le ou les Pouvoirs, de se faire des alliés, de trouver des complices mais il n'empêche que tôt ou tard le Pouvoir se réveille, s'ébroue, se secoue et il vous rattrape et il se venge.

En Belgique, il suffit de deux ou trois coups de téléphone bien ciblés pour faire d'un cinéaste vivant un cinéaste mort car il n'y a pas de vrai contre-pouvoir.

Ici, tout le monde s'entend, tout le monde se tient par la barbichette, tout le monde se retrouve tôt ou tard dans les draps de lit du voisin... ou de la voisine.

D'où la règle de l'omerta, le principe de prudence, le propos de complaisance, l'optimisme de circonstance ou si vous préférez le passe plat de service, le prêt à penser organisé, le discours culturel lénifiant

et académique, le commentaire touristique et vive le salon du prêt à penser. Et pour cause il faut bien vivre Monsieur. La maison est en construction, les enfants sont aux études, la voiture est au garage et le spectre du chômage danse une sarabande au fond du jardin en attendant son heure.

Alors on évite de parler trop fort, d'écrire trop grand, de filmer trop près et l'on en arrive vite à se censurer et à s'auto-censurer - c'est devenu même comme une seconde nature chez certains, cela fait partie de leur style.

N'est-ce pas là, la pire des choses, pour des citoyens vivants dans un pays qui se prétend démocratique. N'est-ce pas là une tragédie pour ceux et celles qui à l'aube de leur vie professionnelle rêvaient peut-être à plus de vérité et donc à plus de justice !

Mais, je suis personnellement habité par un espoir immense et fou. L'espoir et finalement la certitude que les ministres et leurs ministères passent, que les discours officiels sont voués aux oubliettes, que les petits chefs et leurs sous-chefs n'ont pas plus d'avenir qu'une huître mazoutée et que les dominants d'aujourd'hui, quoi qu'ils fassent, quoi qu'ils disent, quels que soient leur fortune et le nombre de leurs laquais, que tous ceux-là seront les perdants de demain car les rois passent mais les films et les écrits restent.

Richard Olivier

*L'ÉDITO DU BULLETIN N°11
DU COLLECTIF
CHÔMEUR, PAS CHIEN !*

On nous a volé la Sécu !

Il y a plus d'un siècle,
à l'initiative de salariés,
naissaient dans notre région
les premières caisses de résistance...

À une époque où la vie des salariés et les conditions de travail étaient d'une précarité si terrible, il est difficile d'imaginer comment ces hommes et ces femmes ont pu avoir l'idée et les moyens de mettre en uvre un tel réseau de solidarité, conçu non seulement pour financer la subsistance de ceux qui se trouvaient rejetés des usines, mais également pour financer leurs propres luttes collectives.

Sacrifiés sur l'autel des restructurations et autres dégraissages de l'époque, jetés à la rue, des grévistes et des victimes des lock-out, des meneurs et des "forts en gueule", ont ainsi créé la possibilité de construire une résistance collective et de contrer les conséquences d'une économie libérale, tout aussi dévorante et excluante qu'aujourd'hui.

Lorsqu'en 1886, éclatent chez nous les premières grandes émeutes ouvrières, ces caisses en sont à leurs prémices. Elles vont ensuite se multiplier et étendre le nombre de ceux qui y cotisent, qui les gèrent et qui en bénéficient.

Plusieurs débats et prises de position vont alors animer ce mouvement de solidarité, jusqu'à la guerre dévastatrice de 1914.

Des questions fondamentales
se posent...

Faut-il fédérer ces caisses et sous quelles formes ?

Les fédérer, c'est les rendre plus fortes, plus efficaces, c'est accroître, en dépassant le localisme et le corporatisme, les sommes d'argent disponibles pour soutenir une grève qui éclate ici, venir en aide aux victimes d'un licenciement massif qui se décide là ; mais c'est aussi prendre le risque d'inféoder ces caisses à une seule organisation centralisée (chez nous, le POB raflera la plus grosse part du gâteau) et donc risquer que les affiliés perdent le contrôle direct de ce qui va être fait de leurs cotisations.

Faut-il permettre que le système de caisse de solidarité mis en place soit complété par des aides publiques, voire que les subventions de l'État se substituent progressivement à lui ?

Cette ligne sera celle défendue par le POB, qui sous sa nouvelle appellation, le PSB (aujourd'hui devenu le PS), se glorifiera de son triomphe, après la seconde guerre mondiale, avec l'avènement de la sécurité sociale obligatoire, centralisée et contrôlée par l'État.

Faut-il donner à ces caisses un statut légal ?

La seule possibilité qui semblait exister à l'époque était le statut de "*caisses de secours mutuels*". Il faut savoir que ce statut entraînait diverses obligations, comme celles de permettre un contrôle du pouvoir public (catholiques et libéraux, à l'époque) sur les comptes, ainsi que l'obligation de laisser assister à toutes les assemblées un représentant du Bourgmestre ! Il est clair que beaucoup de ces caisses (oubliées par l'histoire officielle) ont refusé ce statut, préférant le risque de la clandestinité à celui de se placer sous le contrôle des représentants

politiques de leurs adversaires (pour rappel : à l'époque, les travailleurs n'avaient même pas le droit de vote).

Il n'y avait pas qu'au sein des initiateurs des caisses de résistance qu'on s'agitait. La réaction allait se développer. L'armée des œuvres caritatives catholiques sent venir le danger, elle qui n'aidait le pauvre qu'à condition qu'il prouve sa volonté de se réinsérer (tiens, tiens !), par le biais de ce qu'on pourrait aujourd'hui appeler des petits "chèques-services" !

Le patronat n'est pas non plus en reste, il crée également ses propres caisses et contraint même souvent ses travailleurs à y cotiser, sous peine de renvoi.

Dans l'entre-deux guerres, quoiqu'il prétende tenter d'enrayer cette pratique, l'État se met d'accord avec le patronat pour financer conjointement l'obtention de ressources par des chômeurs qui sont en mesure de faire valoir leur "état de besoin", ceci seulement après qu'ils aient épuisé l'aide qu'ils pouvaient recevoir de leurs propres caisses. Cette aide de l'État, contrairement à celle délivrée par les caisses ouvrières, est plus ou moins explicitement conditionnée par des preuves de recherche d'emploi ou par le suivi de formations visant à une réadaptation du chômeur aux exigences du marché du travail (de la politique patronale, quoi !).

Juste avant la guerre 40, le POB est en passe de faire voter une loi interdisant toute cotisation obligatoire, prélevée à la source par les patrons ! En 1944, dans le plus grand secret, les cotisations obligatoires sont quand même votées, avec l'appui du POB !

Pourquoi ? Qu'est-ce qui a changé ?

Les caisses de résistances autonomes, déjà quasi toutes fédérées sous le contrôle du POB, autant que les caisses patronales, sont en quelque sorte nationalisées, c'est-à-dire qu'elles seront dorénavant gérées paritairement par des représentants dits des travailleurs (les syndicats) et par les patrons. Pour ce qui est du chômage, c'est l'office

du Placement et du Chômage (qui deviendra l'Office National de l'Emploi à partir de 1961) qui sera chargé de cette gestion. L'État, au sein duquel le PSB entend bien s'installer pour toujours, décidera, en concertation avec les mêmes "partenaires sociaux" (patronat-syndicats), les montants des cotisations et déterminera seul les conditions d'octroi des allocations ainsi que leur montant.

Les caisses de résistances sont mortes. Les cotisations *chômage* sont nées, celles-ci ne pouvant plus, bien sûr, être gérées au service de l'émancipation des travailleurs ni en tant qu'outil de lutte contre les possédants et les privilégiés du système économique.

La concertation sociale est née, la lutte des classes est morte

D'année en année, et principalement après l'apparition de la crise économique, entraînant un retour explosif aux fermetures d'entreprises, avec ses cortèges de licenciements massifs, les allocations de chômage ne vont cesser de voir leur conditionnalité s'accroître et leurs systèmes de calcul se complexifier. Au point qu'aujourd'hui, il existe plus de 56 motifs pour permettre l'exclusion ou la suspension du droit aux allocations de chômage et qu'il n'y a sans doute plus deux chômeurs qui perçoivent le même montant mensuel, alors que rien, *a priori*, ne différencie leurs besoins ou leurs aspirations personnelles.

Comment un gouvernement d'union nationale a-t-il réussi, en catimini, à faire avaler une telle couleuvre ?

Deux explications au moins :

Premièrement, la crise des années trente avait progressivement vidé les caisses ouvrières, offrant à l'État et au patronat la formidable opportunité d'apparaître en incontournables salvateurs, évitant à des

milliers de sans-emploi de sombrer plus bas encore dans la misère. L'épargne solidaire ne suffisait plus. Ce faisant, ils gagnaient des points conséquents en terme de rapport de force, ce qui allait peser lourdement dans la balance des négociations futures.

Deuxièmement, les patrons vont aussi gagner des points en acceptant de s'inscrire dorénavant dans ce système de soi-disant sécurité sociale unique, par le biais de ce que l'on appellera désormais erronément ou mensongèrement (voir encadré) des "cotisations patronales", dont le montant aujourd'hui est deux fois supérieur à la cotisation dite "du salarié". (dans les deux cas, l'argent de ces cotisations provient de toute façon du travail fourni par les travailleurs). Toujours est-il que par ce système de prétendues "cotisations patronales", les entreprises exercent un contrôle énorme sur l'ensemble du système, contrôle dont personne n'ose contester la légitimité, à tel point que, depuis des années maintenant, elles obtiennent systématiquement des réductions légalisées de "leur" quote-part à la sécurité sociale, sans que quiconque ne soit en mesure de leur imposer qu'ils procurent à la collectivité une contrepartie, telle que des embauches compensatoires, par exemple.

**L'objectif de l'entreprise
n'est pas de créer de l'emploi,
mais simplement d'en réduire le coût !**

Le but d'un tel système n'est évidemment pas d'assurer une égalité économique et sociale, mais bien de retrouver des marges d'accumulation de capitaux supplémentaires, permettant de moderniser les outils de production, avec pour effet inéluctable la réduction du nombre de travailleurs.

Effet boule de neige : moins de travail veut dire moins de cotisations et davantage d'allocations.

L'unique conséquence de ce système est la précarisation accrue des sans-emploi, dont les revenus régressent, et dont les allocations sont retirées sous de multiples prétextes, cependant que des "salariés" sont prêts à toutes les concessions, acceptent toutes les modifications de

leurs statuts, se soumettent aux critères de flexibilité, d'obéissance, de (dé)réglementation, d'adaptation (= soumission), imposés par les nouvelles méthodes de production et de management, tout cela uniquement par peur de sombrer à leur tour !

En un peu plus d'un siècle, la boucle est bouclée : les caisses de résistance, formidables outils de solidarité et de lutte contre l'exploitation salariale ne font même plus partie de l'histoire ; leur ont été substituées des caisses de "chômage", devenues, à l'inverse, de terribles outils de mises sous pression du monde *effectivement, partiellement ou potentiellement* salarié !

**Récupérons nos droits !
Réapproprions-nous
nos moyens d'existence !**

La question urgente et essentielle n'est sans doute pas de savoir aujourd'hui qui est responsable de cet état de fait (quel parti ? quel syndicat ?), mais bien de savoir si ceux qui cotisent et ceux au bénéfice de qui ces cotisations sont solidairement réunies ne devraient pas réfléchir à une réappropriation réelle de ces caisses de sécurité sociale qui, en fait, leur appartiennent, à eux et à eux seuls, afin de redéfinir comment elles peuvent peser sur l'amélioration des conditions de travail et surtout d'existence de tous ceux que le système économique oppresse, pressure, soumet à son contrôle de plus en plus totalisant ?

Thierry Muller

COLLECTIF CHÔMEUR, PAS CHIEN !

Afin de permettre
aux chômeurs (et minimexés)

de se rencontrer,
de discuter,
d'échanger des expériences,
de réfléchir et d'agir ensemble,

Chômeur, pas Chien !

propose à toutes celles et tous ceux
qui souhaitent nous rejoindre

l'espace rencontre

tous les **seconds** jeudis
du mois à 13 heures
au Cercle **Carlo Levi**
48 rue St Léonard 4000 Liège

Téléphones

04/227.59.59 tous les jeudis
après-midi de 13h à 15h.

Le reste de la semaine **04/344.58.88**

L'ÉVÉNEMENT ÉDITORIAL DE LA RENTRÉE 99

**Les Égorgeurs
de Benoist Rey**

à l'initiative du *Groupe Los Solidarios* aux *Éditions du Monde Libertaire*

En septembre 1959, quand l'appelé Benoist Rey débarque en Algérie, il a vingt et un an.

Parce qu'il est apprenti typographe et, qu'à l'atelier, ses camarades en parlaient... parce qu'il avait le cœur "à gauche" et avait participé à quelques manifs contre la guerre d'Algérie... parce que son meilleur pote lui avait conseillé de désertier... il n'était pas tout à fait sans savoir.

Mais aussi, il avait envie d'aller voir !

Aussi, après des classes "mouvementées" en Allemagne, on l'envoya "voir" dans un régiment d'infanterie semi-disciplinaire.

Et pendant une année, l'infirmier Benoist Rey eut l'occasion de voir !

Ce livre est le journal de bord de ce voyage au bout de l'enfer, du cauchemar, de l'horreur et de la honte.

Il nous décrit sans ambages le quotidien de meurtres, de viols, de pillages, d'incendies, de destructions, de tortures, de sadisme, d'imbécillité... d'une armée composée d'engagés et... d'appelés.

Il nous conte par le menu le "comment" des braves gens de ploucs ordinaires se transforment peu à peu en bouchers psychopathes.

Il nous raconte l'insupportable de l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

Ce livre, publié une première fois aux Éditions de Minuit, fut saisi dès sa sortie, en avril 1961.

À l'heure où l'OTAN (et donc, l'armée française) essaye de nous faire le plan de la guerre propre et où un petit dictateur serbe dit et fait exactement ce que disaient et faisaient le gouvernement et l'armée française en Algérie, il nous a semblé opportun de rééditer ce livre "maudit".

Outre qu'il est d'une écriture extraordinaire de dépouillement et constitue une œuvre littéraire majeure, ce livre nous rappelle, en effet, que toutes les guerres ont toujours été, sont et seront toujours des abominations, et que toutes les armées et tous les soldats du monde ont toujours été, sont et seront toujours des *Égorgeurs*.

Que ce livre ait obtenu le grand prix *Ni dieu, ni maître* 1999, n'est donc que justice... libertaire.



BONNES PAGES

Les Égorgeurs de Benoist Rey

Préface de Mato Topé

Le livre (interdit) de Benoist Rey
vient d'être réédité
aux éditions du Monde Libertaire.
Extrait, préface de Mato Topé.

Quand Les Égorgeurs se recrutèrent dans les rangs de l'armée française

À Sid Ali, Gavroche de la Casbah, torturé à 14 ans durant la bataille d'Alger et qui a eu la grandeur d'âme de m'honorer de son amitié, moi le pied-noir au nom duquel il avait subi l'innommable.

Lorsqu'en septembre 1959, Benoist Rey débarque en Algérie, "la guerre sans nom" qui achève sa cinquième année, entre dans une nouvelle phase. Lors de l'allocution du 16 septembre, le Général de Gaulle accepte officiellement le principe de l'autodétermination du peuple algérien. Ce tournant permet désormais d'envisager l'indépendance à terme et marque, *de jure*, la fin du régime colonial puisque la personnalité

algérienne est reconnue et, de ce fait, le droit du peuple algérien à disposer de lui-même. Dès lors, les opérations militaires consistent non plus à gagner contre des rebelles, mais à imposer la paix pour pouvoir organiser la consultation des populations qui se taisent face aux pressions des hommes en armes (FLN et armée française). C'est du moins la version officielle.

En fait pour le pouvoir gaulliste, la guerre est d'ores et déjà perdue, non pas militairement mais politiquement ; l'Algérie, du reste, est perçue, parce qu'elle grève le budget de l'État, comme un obstacle à la nécessaire modernisation du pays, un boulet qui par conséquent entrave le développement de la France et de surcroît obère ses relations internationales. Dans leur grande majorité, les élites du pays sont convaincues qu'il faut sortir au plus vite du borbier algérien.

Néanmoins, le contingent continue d'être acheminé vers l'Algérie. Car désormais, pour le politique, les opérations sur le terrain sont destinées à créer un rapport de force pour obtenir le maximum de ce qui reste à négocier (pétrole, positions stratégiques, Sahara pour les expérimentations atomiques).

En revanche, pour les militaires qui assurent le sale boulot, l'ambiguïté est possible : il convient *d'intensifier la lutte contre la rébellion jusqu'à la pacification intégrale*, selon l'ordre du jour du général Challe du 22 septembre. Pour ce faire, le ratissage et le quadrillage des djebels vont être renforcés tout en tentant de rallier la population algérienne. En face, le FLN refuse la paix des braves offerte par de Gaulle car il redoute de ne pas être suivi par sa base et surtout d'être privé de la victoire totale. En conséquence, la lutte entre dans sa dernière phase. La plus violente.

Issu d'un milieu aisé et conservateur, *un père farouchement maurassien, pétainiste* (1), Benoist Rey a rompu avec sa famille et son entourage après avoir échoué pour la deuxième fois au baccalauréat en octobre 1957 et avoir choisi d'être apprenti typographe. À l'été 1958, appelé sous les drapeaux, Benoist Rey fait rapidement ses classes en Allemagne. Il a 21 ans, en septembre, lorsqu'il débarque en Algérie. Dès ses premiers jours sur le sol algérien, il découvre tout à la fois la réalité

coloniale, *Un chemin : d'un côté la villa blanche et la ferme opulente, de l'autre côté les "mechtas" en torchis, alignées, brunes comme le sol ; une barrière les isole, qu'il sera ensuite conduit à nuancer, Les pieds-noirs et les musulmans aisés y avaient des villas, tout en conservant la haine du pied-noir et la sale guerre avec sa torture systématique et les exécutions sommaires. Volontaire d'office, comme il l'écrit lui-même, il est affecté dans les commandos de chasse où il participera aux opérations menées dans la région de Djidjelli. Pendant un an, il va être simultanément acteur et témoin de cette guerre que conduit la France au nom de la civilisation.*

Et c'est vraiment une guerre sale si tant est qu'il en existe de propre, mais particulièrement sale dans la mesure où elle oppose une armée dotée d'une technologie moderne à une population. La stratégie de ce type de guerre a déjà été rodée au XIX^{ème} siècle, comme dans le nord du Mexique lors de la guerre dite de reconquête coloniale contre les Apaches, ou comme durant la guerre de Sécession quand le général Sherman faisait incendier fermes et récoltes (2).

Bien sûr, ces méthodes ont déjà été utilisées dans la guerre de colonisation de l'Algérie qui a duré plus de quarante ans. Cette façon de "traiter" la question indigène a ensuite perduré durant toute la colonisation ; les diverses insurrections furent matées impitoyablement. En 1945, la répression qui a suivi le soulèvement de Sétif et de Guelma a été atroce ; en réponse à une manifestation ayant dégénéré dans le sang, les autorités engagent des moyens disproportionnés mais à la mesure de la peur engendrée parmi la population européenne (3) ; l'aviation et la marine bombardent le bled ; au sol, les fantassins secondés par des civils multiplient exécutions sommaires et exactions. L'aveuglement et les outrances de cette répression ont provoqué une rupture définitive entre la France et les élites algériennes, persuadant ces dernières de l'inanité de leur recherche d'égalité et d'intégration.

Le comble de l'ignoble fut atteint pour les anciens combattants originaires de la région. Après leur démobilisation (4), ils découvrirent, en effet, que pendant qu'ils étaient au front où rien ne leur fut épargné, des troupes planquées à l'arrière avaient massacré leurs

proches. Il était évidemment plus aisé de bombarder des mechtas que de partir à l'assaut des pentes du Monte Cassino ! Bien des vocations "terroristes" sont nées ces jours-là. Kateb Yacine l'exprimait si bien...

Une fois les hostilités armées ouvertes, la guerre contre le peuple impose d'isoler les rebelles afin de les priver de tout soutien. Pour ce faire, les stratèges déterminent des aires géographiques, l'armée les vide de leurs habitants et elles deviennent des zones interdites, zones de feu à l'intérieur desquelles toute personne est considérée comme suspecte et traitée comme telle. Pour inciter les villageois à quitter leurs maisons, à abandonner leurs pauvres champs, l'armée incendie les toits de chaume, abat les mulets et les vaches, et si cela ne suffit pas, un vieillard égorgé et pendu à *la poutre maîtresse du toit* et le viol collectif d'une fillette de quinze ans sauront persuader les plus récalcitrants... Témoignage accablant, terrible !

En France, au même moment, la dénégation est la règle. Le 7 avril 1961, le livre de Benoist Rey est saisi quatre jours après sa sortie en librairie. Le 15 octobre 1959, dans la *Revue des Deux Mondes*, Pierre Voizard, réagissant à l'allocution du Général de Gaulle, peut écrire, en toute conscience, mais sans avoir quitté les quais de la Seine : *N'en déplaise aux détracteurs de l'armée, notre souci de réduire humainement une guérilla inhumaine nous interdit de recourir à certains modes de répression. Aux grenades et aux mitraillettes des fellagha, qui frappent sans discernement militaires et civils, adversaires et amis, nous opposons d'abord des investigations épuisantes, pas toujours récompensées* (5).

C'est contre toute évidence que ce discours sera tenu pendant toute la durée de la guerre et, au-delà, jusqu'à nos jours alors même que des officiers généraux, et pas des moindres, ont revendiqué la torture comme un moyen de lutte contre le terrorisme dès la bataille d'Alger en 1957 (6) ou que quelques rares autres ont préféré démissionner plutôt que de cautionner de telles pratiques. Mais surtout, on estime que plus de deux millions et demi d'Algériens ont été déplacés et plus d'un million ont trouvé refuge en Tunisie ou au Maroc. C'est donc plus du tiers de la population qui a fui et un paysan qu'il soit algérien ou kosovar

ne quitte pas sa terre sans une forte "incitation". Quant à la torture, elle fut pratiquée non pas seulement pour faire avouer un poseur de bombe (rhétorique justificative classique : *Si j'en torture un, c'est pour en sauver cinquante*) mais plus profondément pour briser l'ennemi, pour le déshumaniser et terroriser les populations. Alors au fil des pages, se succèdent les scènes d'horreur : viols systématiques, mutilations, *on dépouille les cadavres, à l'occasion quelqu'un urine et crache sur le mort*. La torture fait tellement partie du quotidien que des locaux et des personnels lui sont destinés : *Au-dessus de la porte d'une salle de torture, l'inscription "Au Bon Accueil"*. Ironie fonctionnelle en ce qu'elle banalise l'horreur au quotidien, mais insupportable en ce qu'elle renvoie à l'inscription au fronton de Dachau *Arbeit macht Frei*.

Tout compte fait, si on additionne les personnes déplacées par l'armée française, celles qui ont fui au-delà des frontières, les morts et les blessés, c'est plus de la moitié des Algériens qui ont été directement les victimes des "événements d'Algérie".

Sera-t-il possible un jour de mesurer l'ampleur du traumatisme sur les individus et sur l'ensemble de la société algérienne ?

Dans son livre, Benoist Rey décrit minutieusement les méthodes employées et nomme les auteurs de ces barbaries. Si des initiales protègent leur anonymat, Benoist Rey s'engage en préambule à tenir *à la disposition de la justice les noms des personnes dont les initiales sont citées*. Devant le peu d'empressement du pouvoir à engager des poursuites, Benoist Rey dévoilera leur anonymat dans *Vérité et Liberté* (n9, mai 1961), sans plus de succès du reste. Son témoignage s'avère vraiment intolérable. D'autant qu'il n'incrimine pas que des troupes spéciales ou des "supplétifs indigènes", il charge également de jeunes appelés du contingent qui participent à ces exactions : *L'explication ? Qu'on pense au petit employé qui, mobilisé en Algérie, a pleins pouvoirs sur la vie et la mort. Comme des esclaves assoiffés d'autorité, il en abuse*.

On peut s'en douter, les Algériens ne seront pas les seuls atteints dans leur dignité. Les soldats français n'en sortiront pas indemnes. Benoist

Rey nous dit *ses premières larmes d'homme* après sa première expédition de ratissage. L'hiver venu, alors que la "pacification" s'intensifie, il note : *Quel nom aura notre honte ? Quel remords sera le nôtre ? Au fil des jours, c'est l'emprisonnement, l'assassinat anonyme et collectif, les coups de crosse et les injures. Et personne ne dit rien, chacun se repose sur l'autre. Personne ne prend de responsabilités (...)* *Nous perdons tout sentiment de dignité, d'humanité. Le corps est fatigué, la tête est vide. Le cur aussi.*

Ce sentiment de culpabilité sera sûrement à l'origine du silence des appelés à leur retour en France. D'autant que, si la droite nationaliste niait tout en bloc, la gauche entretenait la fiction d'une armée scindée en deux, *d'un côté l'armée de métier, une bande de tueurs et de bourreaux. De l'autre, les p'tits gars du contingent, gentils garçons de tout cur avec les Algériens. La réalité est plus cruelle.* Cette fiction lui permettait de justifier son absence de soutien à l'insoumission et son rejet de la désertion, bref son respect de la légalité. Elle légitimait également la poursuite de sa politique dans laquelle le contingent servait ses objectifs de paix (7). Quoi qu'il en ait été, l'ensemble de la classe politique se retrouvait pour occulter la complicité des jeunes appelés dans les crimes commis au nom de la République.

Ce consensus douteux explique le scepticisme qui entourera le témoignage déroutant de Benoist Rey, l'interdiction qui frappera son livre et le peu d'empressement mis par les journaux de gauche à s'engager contre cet acte de censure. Il se trouve également à l'origine du "mal algérien" dont souffre la France qui a préféré l'amnésie officielle au douloureux travail de mémoire. À leur retour, il n'y avait personne pour prendre en charge le traumatisme des appelés qui ont dû vivre avec leurs souvenirs. Grâce au travail remarquable de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman effectué en 1991 dans *La guerre sans nom*, le spectateur peut avoir une idée de ces blessures jamais vraiment refermées. Cette amnésie a ensuite été, en quelque sorte, légiférée : plusieurs lois d'amnistie se sont succédé en rafale avec la réintégration dans les cadres de l'armée des officiers généraux factieux par le premier gouvernement de gauche (8) : elles interdisent de faire retour sur les faits couverts par la loi. Papon a bien été condamné pour

complicité de crimes contre l'humanité mais ne saurait répondre de ceux commis sous ses ordres dans le Constantinois ou à Paris.

Malheureusement de l'autre côté de la Méditerranée, l'amnésie est identique car l'élaboration de la mémoire officielle a donné lieu à une vaste entreprise d'occultation. En effet, le FLN ne s'est pas privé d'employer les pires méthodes que la propagande française utilisait à son tour pour justifier l'injustifiable. Malgré son engagement en faveur de l'indépendance, Benoist Rey note, au hasard des événements, les abominations commises par les hommes du FLN : *Les éléments pro-français ont été "éliminés" par le FLN - Dix soldats français ont été tués dans une embuscade - Deux soldats ont été égorgés - Un enfant est égorgé par les rebelles*. Nous savons aujourd'hui que les victimes algériennes du FLN se comptèrent par milliers durant toute la guerre en Algérie mais aussi en France parmi les émigrés, en particulier afin de s'assurer la perception de *l'impôt révolutionnaire*. La lutte pour le contrôle de la population fut féroce et les adversaires du FLN exterminés qu'ils aient été pro-français, partisans de Messali Hadj (9) ou, de manière plus conjoncturelle, opposés à la ligne du Front (10). Enfin, la grande fête de l'indépendance se solda par quelques milliers de français assassinés en particulier à Oran et dans ses environs, histoire de les inciter à partir, et surtout par des dizaines de milliers d'Algériens liquidés pour faits plus ou moins avérés de collaboration.

Tous ces meurtres atroces, cette *purification ethnique* avant l'heure, ont été effectués dans le silence complice des amis de l'Algérie (dans la série *Malheur aux vaincus !*, alors même que l'on peut penser que les pieds-noirs restés après l'indépendance n'étaient pas les plus compromis avec les crimes de l'OAS) et dans le mutisme gêné des autorités françaises qui s'en sont lavé les mains alors que leur responsabilité était directement engagée. Après l'indépendance, les militaires au pouvoir instrumentalisèrent la fiction politique d'un Front qui transcende les divisions de classes pour légitimer le parti unique, instrument de leur dictature. Dans ce sens, ils firent du *peuple le seul héros* de l'histoire algérienne, *histoire aseptisée*, selon l'heureuse expression de Benjamin Stora, qui avait pour principale fonction d'occulter le pluralisme politique qui avait présidé à la naissance du

nationalisme algérien et surtout la violence extrême avec laquelle il avait été réduit.

En fait, une des leçons de la guerre d'Algérie est que le contrôle de la population constitue l'enjeu unique de la lutte pour le pouvoir qui arbore ici son véritable visage ou, pour le moins, son visage originel : son ontologie est bien la terreur.

Voilà pourquoi *le pouvoir est maudit* ! De plus, la lecture de Benoist Rey nous conduit à reconsidérer ce lieu commun utilisé dans toute réflexion sur le rapport entre démocratie et terrorisme : une démocratie serait désarmée pour combattre le terrorisme.

Si elle utilise les méthodes nécessaires, elle peut perdre à la fois son âme et le combat.

En fait, au cours de ce siècle, tous les États de droit, lorsque le monopole de la violence leur était directement contesté par des groupes armés, ont laissé délibérément subsister de larges zones de non-droit pour finalement l'emporter... sauf face à un mouvement réellement adossé à un peuple (FLN, IRA). Constat qui relativise l'effectivité du fonctionnement démocratique de ces États et qui montre qu'entre le respect du droit et la survie de l'État (11) le choix ne se pose jamais vraiment. D'autant que l'Algérie ne fut jamais la France, quoi qu'en disent les nostalgiques de l'Algérie française, puisque la loi fondatrice de la République, l'égalité des citoyens devant la loi, n'y était pas appliquée ; il fallut attendre 1958 pour que les Algériens soient reconnus comme des *Français à part entière*. Mais il était évidemment trop tard.

Les véritables "bradeurs" de l'Algérie furent ceux qui firent en sorte que les réformes nécessaires soient perpétuellement différées afin de préserver leurs intérêts.

Mais peut-on demander aux classes dominantes de faire preuve d'intelligence historique à long terme (12) et surtout, pouvait-il en être autrement sans remettre en cause le fondement même de la colonisation ?

Si, à sa sortie, *Les Égorgeurs* fut censuré tant il dérangeait les consciences, aujourd'hui, ce livre conserve toute sa force d'inquiétude ; bien qu'entré dans le domaine historique, il permet de mettre le présent en perspective : c'est à nouveau la guerre.

Au Kosovo, l'OTAN (dont fait partie la France) tente de faire croire qu'elle mène une guerre propre, chirurgicale, humanitaire même, afin de protéger une population victime d'une violence d'État.

S'il n'y avait les dégâts collatéraux dont sont victimes les populations civiles serbes et même kosovares et les massacres systématiques opérés à l'encontre des Albanais du Kosovo par l'armée serbe et ses hordes para-militaires, cela prêterait à rire.

Le dictateur de Belgrade, quant à lui, tient un discours identique à celui des diplomates français durant la guerre d'Algérie pour refuser *les ingérences dans la politique intérieure d'un État souverain et les atteintes à la souveraineté nationale yougoslave* et, aujourd'hui, comme hier, cette rhétorique creuse prétendant au droit de pouvoir massacrer en toute liberté dans son pré carré est à dégueuler.

Benoist Rey nous l'avait déjà dit : le colonialisme et le nationalisme portent la guerre en eux comme la nuée l'orage ; toutes les guerres sont sales ; et tous les soldats de toutes les armées du monde sont des soudards.

De l'autre côté de la Méditerranée, le pouvoir algérien fait face à des "événements" terribles depuis huit ans. Une nouvelle guerre, à nouveau sans nom, constitue un cruel rappel pour toutes les consciences. Elle est conduite avec tous les moyens militaires dont dispose le pouvoir en Algérie qui n'en est pas dépourvu et qui sait pouvoir compter sur la France si, d'aventure, il en manquait. C'est encore une armée qui lutte contre des groupes évoluant au sein d'une population et qui fait appel au renfort de milices d'autodéfense. On assiste médusé, incrédule, à une reprise terme pour terme du discours du pouvoir en butte à une lutte armée et, malheureusement aussi, à un renouveau de pratiques ayant fait leurs preuves. La main de l'étranger est débusquée derrière les attentats : les terroristes viennent d'ailleurs, de France,

d'Afghanistan, d'Iran ou du Soudan. Le terrorisme est résiduel et de toutes façons on ne négocie pas avec les égorgeurs... Pendant ce temps-là, le napalm est à nouveau employé dans le bled, les camps d'internement comptent des milliers de détenus sans défense, ni recours et les disparus se multiplient sans que leurs proches ne sachent ce qu'il est advenu d'eux. Il est vrai que l'État algérien n'a pas la culture démocratique pluriséculaire de la France même si la pratique de bourrer les urnes au vu et au su de tous, et donc avec le plus profond mépris des électeurs, est un héritage direct de la période coloniale...

En face, les terroristes "terrorisent" avec application et s'en prennent à tout ce qui de près ou de loin appartient pour eux au parti de la France, *Hizb França*, mais aussi à des paysans misérables, à des femmes et des enfants. Pour eux qui se qualifient de *moujahidine*, il s'agit d'accomplir enfin les buts de la guerre de libération en liquidant la *junte* au pouvoir et toutes traces de l'héritage colonial pour en revenir au passé mythifié de la grandeur de la civilisation arabo-musulmane et construire la communauté des croyants. Allah est grand et, en son nom, ses croisés égorge enfants et vieillards, violent des fillettes, incendient des écoles et posent des bombes sur les marchés.

Cette réapparition de la barbarie après l'échec d'une forme caricaturale du socialisme scientifique à la mode algérienne (mélange d'islamisme et de tiers-mondisme) contraint à faire un retour sur les événements qui ont présidé à la naissance de ce nouvel État, sur son fonctionnement depuis l'indépendance et sur les complicités dont il a bénéficié des deux côtés de la Méditerranée. Pour les staliniens du *Parti de l'avant garde socialiste* (PAGS), critiquer Boumediene revenait à faire le jeu des ennemis du socialisme... Ce retour terrifiant oblige également à réfléchir sur les implications de la lutte armée et sur ses dérives inévitables :

Un souci de cohérence devrait nous imposer de dire soit que nous avons tort d'approuver les formes de la guerre "juste" menée par le FLN (sans couvrir pour autant les exactions meurtrières d'une armée que l'on ne peut malheureusement pas circonscrire à l'agonie coloniale), soit que le FIS a raison de faire aujourd'hui la même chose avec le même

cynisme, et le même soutien populaire, nourri d'une dose équivalente de xénophobie (13).

En fait, c'est la question centrale de la mémoire liée aux relations entre l'Algérie et la France qui se trouve posée. Des deux côtés de la Méditerranée, on a coulé une chape de plomb après le départ massif des colons. Sous elle, les plaies mal cicatrisées ont généré une gangrène (14) dont on peut lire les symptômes, en miroir toujours, dans les programmes de *purification ethnique* du FIS et des FN. Car le caractère incomplet et inachevé de *l'épuration ethnique* en France comme en Algérie est analysé par ces intégristes comme la source de tous les maux dont souffrent nos sociétés. En effet, sur les deux rives, il existe une communauté bien vivante qui s'obstine à les relier, à refuser de voir dans la Méditerranée une frontière qui sépare et pour la considérer, au contraire, comme un lien. En France, les Maghrébins (travailleurs immigrés et harkis confondus), les pieds-noirs et tous ceux qui sont allés travailler sur cette terre sont, à des titres divers, des ponts, des "truchements" (15) entre les deux mondes. Dans la mesure où *le racisme pointe non pas l'intolérance à ce qui est différent mais la peur, ou l'horreur panique, de ce que cette différence cache de semblable* (16), le racisme dont fait preuve une part trop importante des pieds-noirs peut se lire comme un déni de soi, comme le refus de la dimension algérienne de leur histoire. En Algérie, les descendants de harkis, les intellectuels et aussi une grande partie des anciens émigrés de retour au pays qui ont adopté un mode de vie incompatible avec la *pureté originelle* constituent pour les islamistes le diabolique parti de la France. Et sur cette rive-là aussi, cette haine xénophobe n'est autre que la négation de cette partie française qui contribue à la richesse de la culture algérienne.

Heureusement, le pire n'est pas toujours inévitable. Face aux sanglants replis sur soi, de nombreux signes même ténus laissent à espérer. L'Algérie n'est pas l'Iran et les islamistes ont perdu leur principale bataille : la population ne s'est pas ralliée à leurs mots d'ordre obscurantistes. Quotidiennement, des filles, toujours plus nombreuses, vont tête nue, les jeunes en âge d'être scolarisés continuent de fréquenter en masse écoles et universités, la musique profane est

toujours aussi populaire, les paraboles maudites ornent les toits et font entrer dans les demeures les images du monde entier.

En France, le chômage fabrique de l'exclusion et frappe en priorité les enfants de l'émigration qui cumulent bien des handicaps. Mais ceux-ci ne sont pas insurmontables et de nombreux exemples démontrent l'intégration réussie de jeunes issus de l'émigration.

Après la disparition de l'immense Jacques Berque (17) qui était né en Algérie en 1910, deux des meilleurs spécialistes (18) de l'Algérie dans l'université française sont Benjamin Stora, pied-noir de Constantine et Mohammed Harbi ; quant au bouillonnant Bruno Étienne, il a vécu en Algérie et a épousé une Algérienne. Trait d'union fort, la littérature en langue française inspirée par l'Algérie est prolifique et réunit aujourd'hui, entre beaucoup d'autres, Abdelkader Djemaï et Jean-Jacques Gonzalès dans leurs souvenirs d'enfants du même quartier d'Oran (19), comme hier, elle unissait Mouloud Feraoun et Albert Camus. Plus largement, les musiques populaires algériennes, Raï ou Chaabi, ont fait leur entrée dans les hit-parades et, lorsqu'on examine la composition de ces groupes, on constate qu'ils comptent nombre de musiciens qui n'appartiennent pas à l'émigration. Hier chanteur des pieds-noirs, aujourd'hui ambassadeur de l'UNESCO et interdit de concert par les FN, Enrico Macias vient de donner, lors du dernier printemps de Bourges, un concert en hommage à son beau-père, Cheikh Raymond Leyris, grand maître de cette musique arabo-andalouse à laquelle il l'initia. Il n'est pas étonnant que la culture montre la voie tant il est vrai qu'elle ne connaît pas de frontière et qu'elle est métisse dans sa nature même... Voilà pourquoi tous les dictateurs sortent leur revolver à sa seule évocation et voilà pourquoi Cheikh Raymond fût assassiné à Constantine par le FLN en 1961 de la même manière que Cheb Hasni le fût en 1994 à Oran par les islamistes plus de trente ans après. Tragiques bégalements de l'histoire ! Si Cheikh Raymond fut abattu parce qu'il était juif et qu'il était scandaleux donc qu'il fut un maître de la musique arabe, Cheb Hasni l'a été car il incarnait le raï. Or le raï comme le football, a le tort de s'adresser aux jeunes (70% des algériens ont moins de vingt-cinq ans) et, surtout, de mobiliser les plus pauvres d'entre eux, contestant ainsi l'hégémonie que les islamistes

cherchent à construire. Dans la même logique, Hocine Dihimi, dit Yamaha (20), sera abattu le 11 juin 1995 parce qu'il était le "héros" païen des supporters du club de foot de Belcourt.

Benoist Rey terminait son livre sur une question *N'y aura-t-il jamais de Nuremberg algérien ?*. Près de quarante ans après, il est fort peu vraisemblable que les bourreaux qui ont officié en Algérie aient un jour des comptes à rendre à quiconque. Les meurtres de Maurice Audin ou d'Abbane Ramdane resteront vraisemblablement impunis et justice ne sera jamais rendue. Cependant, à chaque fois qu'un pont, si modeste soit-il, est jeté entre les deux sociétés, leurs assassins subissent une défaite. Il convient donc de s'employer à les multiplier pour lever de manière irréversible la frontière entre ces deux pays riches d'une histoire commune et pour faire reculer la mort à l'uvre sur les deux rives...

Mato-Topé

(1) Benoist Rey, *L'arme à gauche*, in *L'opposition artistique*, novembre 1964, p.7.

(2) En écho aux guerres indiennes menées par des officiers formés par la guerre de Sécession, on retrouve dans le livre de Benoist Rey un officier supérieur qui donne l'ordre d'ouvrir le feu sur un troupeau de vaches, *Allez, tirez, tirez crie-t-il. Les bêtes s'écroulent, une à une.*

(3) Pendant toute la durée de la guerre, les femmes laissées seules dans le bled par leurs hommes mobilisés redoutèrent une révolte indigène qui ne survint finalement que ce fameux 8 mai où des Algériens eurent l'impudence de croire que la fin de la guerre en Europe allait coïncider avec le début de leur émancipation.

(4) En 1936, les Algériens étaient astreints à 14 mois de service (alors que les colons ne devaient en effectuer que 10) et percevaient une solde inférieure. À leur retour, l'inégalité perdure : les anciens combattants indigènes toucheront une pension inférieure à leurs compagnons.

(5) *Algérie 1830-1962, Les trésors retrouvés de La Revue des Deux Mondes*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1999, p.500.

(6) Il suffit de lire le livre édifiant du général Massu, *La Vraie Bataille d'Alger*, et de se souvenir que, sur les 20.000 arrêtés par les parachutistes, 3.024 avaient disparu avant que Paul Teitgen, secrétaire général pour la police de la préfecture d'Alger, écuré, décide d'arrêter de les comptabiliser afin que sa présence ne confère pas une apparence de légalité à ces pratiques inqualifiables. Bien piètre gaulliste, le général Massu aurait dû savoir qu'une armée peut gagner une bataille pour finalement perdre la guerre. Et, de fait, pour éradiquer le FLN, les parachutistes avaient meurtri chaque famille et étaient ainsi parvenus à rallier l'ensemble des habitants de la Casbah à la cause de l'ennemi qu'ils cherchaient à détruire.

(7) D'une part, en métropole, le mécontentement croissant de la population pesait lourdement contre la poursuite de la guerre. D'autre part, en Algérie, les appelés constituaient une troupe peu encline à suivre des officiers factieux. C'est pourquoi les partisans de l'Algérie française cherchèrent à réduire l'engagement du contingent dans le conflit (voir l'amendement Salan qui fut rejeté par l'Assemblée nationale). Enfin, avec le refus de la

guerre, la gauche tenait une ligne de masse susceptible de mobiliser largement. Dès 1955, le front républicain avait gagné les élections en centrant sa campagne sur *La paix en Algérie*.

(8) François Mitterrand s'est sans doute souvenu qu'il était Ministre de l'intérieur au moment du déclenchement de la guerre et de sa déclaration en novembre 1954 lors d'une tournée en Algérie : *Une seule réponse à la barbarie, la guerre*.

(9) Comme les 377 victimes de Melouza égorgées en une nuit d'horreur.

(10) Combien d'intellectuels montés au maquis et soupçonnés d'être des traîtres ont-ils été assassinés par les militaires, déjà profondément "poujado-populistes", pendant la guerre elle-même ? En tout cas, les premiers intellectuels égorgés le furent par le FLN et non par les islamistes !

(11) Même à un niveau symbolique. En effet, il est peu crédible que la *Fraction Armée Rouge* ait jamais menacé réellement le puissant État allemand et cela même en assassinant quelques dignitaires du régime. Mais il était important que les Allemands croient en la réalité de cette menace qui justifiait le renforcement du contrôle policier (plus d'un million d'Allemands fichés) et les méthodes employées (*Berufsverbot* : interdiction de travailler, pour les sympathisants dont il fallait *assécher le marais*, "suicides" collectifs dans une prison de haute sécurité conçue spécialement pour les terroristes de la RAF). La force du symbolique et la raison d'État imposaient qu'un gouvernement social-démocrate fasse des funérailles nationales au patron des patrons, Hans Martin Schleyer, en passant sous silence pudiquement son passé de haut dignitaire nazi et de criminel de guerre...

(12) À court terme, le grand colonat sut préserver ce qui pouvait l'être et vendre lorsqu'il était encore temps pour investir en métropole avant même que l'OAS, qu'il finançait, pousse les petits Blancs vers une politique de la terre brûlée.

(13) François Pouillon, *Algérie, ma vie*, in *Penser l'Algérie*, Cahiers Intersignes, n10, printemps 1995.

(14) Cf. *La gangrène et l'oubli* de Benjamin Stora, Paris, La Découverte, 1991.

(15) Au XVIIIème siècle au Canada, on nommait ainsi les jeunes Français que les marchands faisaient hiverner chez les Indiens afin qu'ils apprennent la langue et les murs et puissent ensuite servir d'intermédiaires dans le commerce des fourrures.

(16) Daniel Sibony, 1974.

(17) Lire entre autres, *Mémoires des deux rives*, Le Seuil, Paris, 1989.

(18) Parmi de nombreux autres. Benjamin Stora dénombre plus de 2.200 ouvrages consacrés au conflit dans son *Dictionnaire des livres de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, Paris, 1996. C'est dire que l'amnésie n'est pas liée à la disponibilité des sources. L'information et la réflexion existent bel et bien, et *Les Égorgeurs*, à nouveau disponible, constitue une contribution supplémentaire à la connaissance.

(19) Lire par exemple Abdelkader Djemaï, *Sable rouge* (Michalon), et Jean-Jacques Gonzalès, *Oran* (Séguier) ou encore *Une enfance algérienne*, textes recueillis par Leïla Sebbar (Gallimard) qui, comme *Algérie, un rêve de fraternité* (Omnibus), réunit sous une même couverture des auteurs algériens de toute origine.

(20) Lire *Yamaha d'Alger*, Vincent Colonna, Tritram, Paris, 1999.
